

# Libération

**Témoignages**  
**Les sans-papiers face au spectre des OQTF**

PAGES 12-13

**Idées**  
**Sartre antisémite ? L'imposture de Michel Onfray**

PAGES 22-23

Emmanuel Macron, mercredi. PHOTO BOBY

## FACE À LA MENACE RUSSE «L'INNOCENCE EST REVUE»

Dans une allocution solennelle, à la veille du sommet de l'UE sur l'Ukraine, le chef de l'Etat s'en est violemment pris à Vladimir Poutine, a dressé les contours d'une Europe de la défense et préparé les Français aux efforts nécessaires pour renforcer les capacités militaires du pays. **PAGES 2-7 ET 16**

(PUBLICITÉ)



© Anne Van Aerschot

**On danse pour ne pas tourner en rond.**

Le programme des spectacles sur **MC93.COM**Seine-Saint-Denis  
LE DÉPARTEMENTMINISTÈRE  
DE LA CULTURE  
Le Département  
Bobigny

**MC**  
**93**

maison de la culture  
de Seine-Saint-Denis  
Bobigny



## EDITORIAL

Par  
**ALEXANDRA SCHWARTZBROD**

## «Choix»

A situation exceptionnelle, réaction exceptionnelle. Soulagé d'être projeté loin du théâtre politique hexagonal sur lequel il a perdu toute crédibilité depuis sa dissolution ratée, Emmanuel Macron a endossé le rôle qui lui va objectivement le mieux, celui de leader européen confronté à une crise internationale majeure. On se souvient toutes et tous du ton martial avec lequel le chef de l'Etat avait asséné son fameux «*nous sommes en guerre*» le 16 mars 2020, en pleine crise du Covid. Il ne se doutait pas alors qu'il renouvelerait l'exercice cinq ans plus tard quasi-jour pour jour et que, cette fois, l'expression aurait une vraie consonance militaire.

«*La menace russe est là*», a-t-il asséné d'emblée mercredi soir, avant d'annoncer de nouveaux efforts budgétaires et peut-être de nouvelles réformes afin d'accroître l'aide française et européenne à l'Ukraine et renforcer nos armées. «*Il faudra des choix et du courage*, a-t-il martelé, la mine grave, *le moment exige des décisions sans précédent.*» Force est de constater qu'Emmanuel Macron n'a pas ménagé sa peine, depuis les premiers signes de lâchage émis par Donald Trump, pour battre le rappel de ses homologues européens, profitant de l'arrivée au pouvoir, au Royaume-Uni et en Allemagne, de deux hommes décidés à faire front commun et à s'en donner tous les moyens. Le Premier ministre hongrois mis à part, et peut-être aussi la présidente du Conseil italien qui hésite encore entre son trumpisme affiché et sa solidarité avec ses camarades, les dirigeants européens n'ont jamais paru aussi unis, déterminés à soutenir une Ukraine abandonnée par les Etats-Unis et à faire enfin du Vieux Continent une puissance politique et militaire autonome, merci Donald Trump. Mais cet objectif ne pourra être atteint du jour au lendemain. «*Les solutions de demain ne pourront être les habitudes d'hier*», a conclu le chef de l'Etat. Ce qui laisse présager le pire pour le modèle social français. Sur ce terrain-là aussi, le sang et les larmes ont plané au-dessus du discours présidentiel. ◆



Emmanuel Macron lors de son allocution télévisée, mercredi.

Par  
**JEAN-BAPTISTE DAOULAS et LAURE EQUY**  
Photo BOBY

**E**mmanuel Macron, mercredi soir, sur fond blanc, brossé un tableau noir. «*Nous entrons dans une nouvelle ère*», lâche le président de la République dès le début de son allocution sur la guerre en Ukraine. L'intervention de treize minutes, prononcée depuis l'Elysée, ne cherche pas à rassurer des Français «légitimement inquiets face aux événements qui bouleversent l'ordre mondial». Le chef de l'Etat enchaîne constats angoissants et phrases-chocs – «notre génération ne touchera plus les dividendes de la paix», lâche-t-il – pour mobiliser le pays face à un état du monde apocalyptique. La Russie de Vladimir Poutine, d'abord, dépensant «plus de 40% de son budget» en armement, «devenue une menace pour la France et pour l'Europe». Les Etats-Unis de Donald Trump, ensuite, qui prévoient d'abandonner l'Ukraine et ses alliés européens ou de conclure une paix factice «à n'importe quel prix». «Je veux croire que les Etats-Unis resteront à nos côtés, mais il nous faut être prêts si tel n'était pas le cas», juge Macron, décidé par ailleurs à convaincre son homologue américain de renoncer aux 25% de droits de douane supplémentaires qu'il compte imposer à l'Union européenne. Une «décision incompréhensible», dénonce le Président qui «ne restera pas sans réponse de notre part».

«Face à ce monde de danger», Macron veut passer à l'action, estimant que «rester spectateur serait une folie». A la veille d'un conseil européen extraordinaire, il veut croire que les Vingt-Sept sont désormais prêts à «franchir des pas décisifs» pour coordonner leur défense, les appelant à s'«équiper davantage». Répondant à l'appel lancé par le futur chancelier allemand, Friedrich Merz, le chef de l'Etat se dit prêt à ouvrir un débat aussi sensible que «stratégique» : la possibilité pour la France, seule puissance dotée de l'arme nucléaire au sein de l'UE, d'abriter les pays européens, sous son parapluie «par notre dissuasion». Démentant les accusations du RN, il assure que «quoiqu'il arrive, la décision a toujours été et restera entre les mains du président de la République, chef des armées». Après l'initiative prise par Londres d'un sommet en urgence dimanche, Paris doit inviter la semaine prochaine les chefs d'état-major des pays prêts à garantir une future paix en Ukraine, afin que «l'avenir de l'Europe ne [soit] pas tranché à Washington ou à Moscou». «La menace revient à l'Est et l'innocence, poursuit-il, est désormais révolue.»

Voilà deux semaines que Macron a repris son bâton de pèlerin et son «tocsin» pour sonner l'alerte sur la «menace russe» gonflée par le rapprochement entre Washington et Moscou. Mais si, il y a un an, l'Elysée ramait pour sensibiliser les Français sur la progression russe et les périls d'une «guerre hybride» visant à faire craquer les Occiden-

# Russie

# Emmanuel Macron en mode martial

A la veille d'un Conseil européen extraordinaire réuni pour soutenir l'Ukraine, le chef de l'Etat a réaffirmé mercredi sa volonté de passer plus sérieusement à l'action dans une prise de parole rythmée par les constats angoissants et les phrases chocs.

taux, l'opinion semble, cette fois, bien réveillée. Le revirement américain a été saisi. Le chef de l'Etat a pu le mesurer à l'afflux de courriers l'interpellant à ce sujet. «Quand les gens prennent la peine d'écrire au Président, c'est que cela travaille dans les profondeurs de la société», remarque un proche: «Hélas, les événements nous "aident"…»

## ONDE DE CHOC

L'humiliation infligée à Volodymyr Zelensky par le tandem Trump-Vance, retransmis en monodvision vendredi, a servi d'électrochoc. Dans un sondage Elabe réalisé en début de semaine pour BFM TV, 73% des sondés ont été «choqués» par l'altercation et autant considèrent que les Américains ne sont plus un allié de la France. «La scène a sidéré l'opinion, qui a compris, par la force de l'image, que nos intérêts n'étaient plus alignés. Ce qu'il s'est passé vendredi écrase tout», confirme le président d'Elabe, Bernard Sananès.

Au-delà de l'onde de choc, le Président doit surtout préparer les esprits à l'effort de guerre à accomplir. Faire appel à la «force d'âme de la nation», martèle-t-il. L'effort sera d'abord budgétaire. S'il n'a pas repris mercredi soir, son objectif de porter les dépenses de défense autour de 3 à 3,5% du PIB, Macron pré-

voit de «nouveaux choix budgétaires» et «des investissements supplémentaires», privés et publics, tout en écartant une hausse d'impôts. Il a réuni mardi François Bayrou et plusieurs ministres pour plancher sur la façon d'augmenter massivement les crédits militaires. Les Français, même inquiets, approuveront-ils l'idée de nouvelles coupes budgétaires pour financer l'économie de guerre? L'enjeu est de convertir le soutien de l'opinion à la cause ukrainienne en mobilisation durable. «La pédagogie n'est pas simple et le conflit est aussi dans le champ informationnel, les Russes travaillent les opinions européennes pour qu'elles finissent par accepter une paix bâclée. Ce risque existe, prévient le député Ensemble pour la République (EPR) Charles Sittenstuhl. Le rouleau compresseur Trump-Poutine avançant, il ne faudrait pas que le soutien s'affaiblisse.»

Pour le secrétaire général de Renaissance et patron du groupe EPR à l'Assemblée, Gabriel Attal, il convient de rappeler aux Français les risques, «multiples et très concrets», d'une victoire russe: «C'est une question de sécurité pour l'Europe. Poutine, qui veut une armée d'1,5 million de soldats, ne s'arrêterait pas là. S'il prenait le contrôle de l'Ukraine, premier producteur de

céréales d'Europe, l'inflation grimperait encore sur les produits alimentaires et l'énergie.» Et l'eurodéputé macroniste Valérie Hayer plaide pour que «les responsables politiques, tout en soulignant la gravité du moment, réaffirment nos atouts européens: une population de 450 millions d'habitants, un marché intégré, une capacité d'investissement». Le débat de lundi à l'Assemblée nationale a encore montré que l'éventuel partage de la dissuasion nucléaire et la défense européenne, raillée en «chimère» par Marine Le Pen, ne suscitent pas une complète union nationale.

Macron a-t-il les moyens de ses ambitions face à une Assemblée nationale émiettée? Outre le mur de la dette, avec un déficit budgétaire visé à 5,4% du PIB en 2025, un bond des dépenses en faveur des armées ne va pas de soi. Si les écologistes et les socialistes soutiennent la créa-

tion d'une défense européenne, ce n'est pas à n'importe quel prix. «Il ne peut être question de sacrifier notre modèle social», a mis en garde François Hollande dans *le Monde*. «Ça ne peut pas être au détriment des services publics et de ce qui fait tenir la démocratie», renchérit la porte-parole des députés écologistes, Léa Balage El Mariky.

## PAS DE DÉTAILS

Face au Parlement, le chef de l'Etat apparaît moins affaibli qu'après sa dissolution ratée. A 37% dans le dernier baromètre Toluna Harris Interactive pour LCI, sa cote de confiance auprès des Français bondit de six points en un mois. «Une des forces d'Emmanuel Macron en 2022, c'est l'idée qu'il est davantage capable d'affronter une crise grave que ses concurrents. Cet attribut de présidentialité demeure», analyse Brice Teinturier. Au début de l'année, le Président semblait chercher sa place en s'invitant dans la réfection du Louvre ou en répondant sur TikTok à un conducteur verbalisé à un péage. «Là, il n'y a pas de débat, il est dans sa fonction présidentielle», juge l'un de ses anciens conseillers.

D'autant que la volte-face de Trump valide les prémonitions du chef de l'Etat sur la «mort cérébrale» de l'OTAN en 2019 et la nécessité de bâtir une défense européenne. «Les Français savent qu'il avait raison depuis le début, quand nos opposants riaient sous cape et que nos partenaires européens moquaient une lubie», revendique le président Renaissance de la commission des affaires européennes à l'Assemblée, Pieyre-Alexandre Anglade. «C'est une clairvoyance perçue par une partie des Français, confirme Brice Teinturier. Mais il y a un petit bémol.

*Si les Français ont l'impression qu'une mobilisation européenne se crée grâce à Emmanuel Macron, ça sera porté à son crédit. Sinon, cela se heurtera à l'absence de résultats.*» Alors que le gouvernement Bayrou est en permanence à la merci d'une motion de censure, il est tentant d'utiliser la crise ukrainienne à des fins de politique intérieure. Dans ce contexte, plusieurs élus ou conseillers du camp présidentiel jugent «décalée» la volonté de la gauche de revenir sur la réforme des retraites. A l'Elysée, on chante les louanges de la première ministre sociale-démocrate danoise, Mette Frederiksen. Surtout de son idée de repousser l'âge légal de départ à 70 ans pour financer l'effort de guerre. «Il faudra des réformes, des choix du courage. [...] Les solutions de demain ne pourront être les habitudes d'hier», a prévenu le Président, se gardant bien d'entrer dans le détail.

Les socialistes, qui ont déjà accepté, «à contrecœur» et au nom de l'intérêt général de ne pas voter la censure sur le budget peuvent-ils faire tomber le gouvernement en pleine crise géopolitique? «La question ne peut pas être balayée d'un revers de main, concède le député Place publique Aurélien Rousseau. Mais la grandeur d'une démocratie est de pouvoir mener de front plusieurs débats.» Tout sauf un chèque en blanc pour le Président. ◀

«Je veux croire que les Etats-Unis resteront à nos côtés, mais il nous faut être prêts si tel n'était pas le cas.»

Emmanuel Macron

# Malgré le déficit, priorité aux dépenses de défense

Alors que la situation financière du pays est tendue, le gouvernement s'apprête à augmenter la part de l'effort consacré à l'armée, imaginant par ailleurs mobiliser l'épargne des particuliers.

**T**rois ans que le président de la République a décrété l'entrée en économie de guerre. La Russie avait envahi l'Ukraine depuis quatre mois quand, devant militaires et industriels de la défense rassemblés au salon Eurosatory, Emmanuel Macron annonçait que cela allait «obliger à investir davantage pour les Etats, à être plus exigeants avec les industriels.» Il s'agissait aussi de préparer le terrain à la loi de programmation militaire. Celle-ci, couvrant les années 2024 à 2030, a été votée avec ses 413 milliards d'euros de crédits, une hausse d'un tiers par rapport à la précédente. Elle a été respectée depuis, épargnée par les innombrables coups de rabot décidés ces derniers mois alors que les finances publiques partaient à la dérive. L'effort consacré à la défense atteint 2 % du produit intérieur brut, deuxième poste du budget de l'Etat, hors charge de la dette. Désormais insuffisant, selon l'exécutif.

**«Protéger la paix».** «Depuis trois ans, les Russes dépensent 10 % de leur PIB dans la défense. On doit donc préparer la suite», a déclaré le chef de l'Etat dimanche au *Figaro* évoquant une fourchette comprise entre 3 et 3,5 % du PIB, sans citer d'échéance. Des chiffres qu'il n'a pas repris dans son allocution télévisée mercredi soir.

«Le nouvel équilibre du monde commande d'avoir un effort de dépense accru pour protéger la paix», a affirmé lundi devant la presse Eric Lombard, le ministre de l'Economie après que les Etats-Unis ont décidé de suspendre leur soutien à l'Ukraine. La révision anticipée de la revue nationale stratégique, attendue pour mai, devrait préciser les montants. La France peut-elle financer un tel effort alors qu'elle est déjà depuis cet été sous procédure européenne pour déficit excessif? Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a ouvert une porte mardi avec son plan pour «réarmer l'Europe», 800 milliards d'euros de dépenses d'armement, dont 150 milliards de prêts. Le reste serait financé par les budgets nationaux. «Si les Etats membres augmentaient leurs dépenses de défense à hauteur de 1,5 % du PIB en moyenne, cela permettrait de créer une marge de manœuvre budgétaire de près de 650 milliards d'euros sur quatre ans», a-t-elle calculé. Des dépenses non prises en compte dans le pacte de stabilité et de croissance: elle propose «d'activer la clause dérogatoire nationale.»

Pour le député Horizons Christophe Plassard, rapporteur spécial du budget de la défense, «il s'agit là d'investissements qui créent de la valeur et de l'emploi.» Il considère que «si l'engagement militaire est sorti du pacte, cela va améliorer notre situation, même si elle reste tendue.» Plusieurs ministres laissent entendre que ces dépenses devront être compensées. Eric Lombard l'a indiqué lundi: «L'impératif de gérer notre dette demeure. Il faudra trouver les marges de manœuvre», avant de compléter le lendemain sur France Info: «On va maintenir le système de protection sociale française, c'est absolument essentiel.» Une fin de non-recevoir aux appels récurrents à

tailler dans les dépenses sociales. Emmanuel Macron a lui exclu dans son allocution toute augmentation d'impôts pour ces «nouveaux choix budgétaires et investissements supplémentaires désormais devenus indispensables».

**Avoirs gelés.** Outre l'argent public, le gouvernement compte faire appel aux fonds privés. Le 20 mars, il réunira à Bercy assureurs, banques, et autres fonds d'investissement avec l'idée de mobiliser l'épargne dont le taux atteint plus de 18 % du revenu brut selon l'Insee, un niveau record. Une autre hypothèse, écartée par le gouvernement et l'Europe pour des raisons juridiques, mais réclamée par les socialistes, les écologistes et certains macronistes, dont Gabriel Attal, serait de saisir les avoirs russes gelés, les 210 milliards de la Banque centrale de Russie notamment. Pour l'instant, seules les recettes qu'ils génèrent sont utilisées.

Il n'y a pas qu'une partie de la gauche qui doute du bien-fondé de cet effort budgétaire. David Baverez, l'investisseur auteur de *Bienvenue en économie de guerre* (éditions Novice) considère, lui, qu'«il n'y a pas ni besoin de faire appel à des financements privés ou à l'épargne, ni de mobiliser davantage d'argent public puisque le budget des Etats membres est déjà suffisant et que cela risque d'accélérer la crise monétaire. Sur le plan militaire, il faut multiplier les appels d'offres européens, c'est une occasion en or de consolider l'industrie paneuropéenne, en ligne avec le rapport Draghi.» L'ancien président du conseil italien appelait en septembre 2024 au sursaut de l'Europe, mais préconisait, lui, d'émettre une dette commune, pour financer, entre autres projets, ceux de défense.

ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER



Lors d'un salon de la défense et de la sécurité, à Villepinte

# Armement: le branle-bas de combat des industriels français

**Thales, Dassault et autres sont dans les starting-blocks pour produire plus de munitions, canons et blindés pour les Vingt-Sept, galvanisés par l'annonce d'un plan européen de 800 milliards. Mais les défis restent nombreux.**

**I**ls sont au garde à vous, le doigt sur la couture du treillis. D'autant plus motivés pour participer au grand réarmement européen que cet «effort de guerre» entre dans le dur avec la fin du soutien militaire américain à l'Ukraine et qu'il est synonyme pour eux de dizaines de milliards d'euros de contrats d'ar-

mement pour les années à venir. Les grands industriels français de la défense – comme le créateur de systèmes Thales, l'avionneur Dassault, le missileur MBDA, les fabricants de canons et de blindés KNDS-Nester et Arquus – sont bien placés, sur le papier, pour fournir armes et munitions aux armées européennes. Deuxième exportateur d'armement au monde derrière les Etats-Unis en 2024, la France aligne en effet l'une des plus puissantes forces de frappe en matière d'industries de défense du Vieux Continent. Avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, elle est aussi au cœur de «l'Europe de la défense», à travers le groupe Airbus notamment. Avec l'annonce, mardi par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der

Leyen, d'un plan de 800 milliards d'euros pour «réarmer l'Europe», nos industriels sont donc dans les starting-blocks: «L'Europe a les technologies nécessaires pour produire l'ensemble du spectre des équipements ou systèmes de défense dont elle a besoin», assurait ainsi mardi le patron de Thales, Patrice Caine, en présentant les résultats annuels florissants de son groupe. Sous-entendu: nous savons faire ce que les Américains font et on peut le faire sans les Américains.

**SOUVERAINEMENT BIEN PLACÉE**  
L'effort de guerre européen, qui tourne aujourd'hui autour des 1,8 % du PIB en moyenne, va bénéficier d'un coup de booster sans précédent depuis la guerre froide: le pré-

sident français, Emmanuel Macron, a estimé «l'objectif» européen autour de «3 à 3,5 % du PIB». La loi de programmation militaire française, qui prévoit 413 milliards d'euros de dépenses sur la période 2024-2030, devrait encore être renforcée, comme le souhaite le ministre des Armées, Sébastien Lecornu. Et dans le sillage de la Pologne, qui consacre déjà plus de 4 % de son PIB à sa défense, l'Allemagne a décidé d'investir 100 milliards d'euros par an pour réarmer son armée. Le contexte est donc on ne peut plus «porteur» pour les industriels français de l'armement, comme l'a souligné Patrice Caine, qui prédit à la profession «une décennie de forte croissance». Tout comme son collègue de Dassault Aviation, Eric Trappier, qui a estimé mercredi, lors d'un point presse, que les besoins en défense resteront très forts, «que l'on ait un cessez-le-feu rapide ou pas» en Ukraine. Contrairement à de nombreux pays européens qui ont choisi jusqu'ici du matériel américain (avions F-35 et chars Abrams en tête) pour équiper leurs troupes, la France a toujours privilégié des armements tricolores pour ses armées, histoire de ne jamais dépendre de l'Oncle



(Seine-Saint-Denis), le 20 juin 2024. PHOTO FRED MARIE

Sam. Elle est donc souverainement bien placée pour livrer armes et munitions aux pays qui se rééquipent en catastrophe: avions de chasse Rafale, chars Leclerc, blindés Griffon et Jaguar, canons Caesar, frégates et sous-marins de Naval Group, etc. Mais si une partie des Vingt-Sept veulent prendre leurs distances avec Trump, il ne sera pas évident de les convaincre d'acheter un peu plus français et européen, et beaucoup moins américain. Et le fait est que la France a encore du pain sur la planche pour passer en mode «économie de guerre» et être en capacité de livrer ce type d'équipements en grande série.

Quand les blindés de Poutine ont déferlé sur l'Ukraine le 24 février 2022, les industriels français du secteur n'étaient pas du tout prêts à produire armes et munitions en quantité pour faire face à une guerre à haute intensité. L'équation était simple: pas de production à la chaîne sans nouvelles commandes domestiques ou européennes. D'autant que depuis la chute du mur, les poids lourds de la défense ont privilégié des systèmes d'armes high-tech destinés à l'export comme le Rafale, délaissant largement l'armement terrestre. Le problème s'est

avéré criant quand il a fallu livrer des dizaines de milliers d'obus de 155 mm à l'Ukraine: obligé de réactiver en catastrophe l'usine de poudres et explosifs Eureenco de Bergerac (Dordogne). Mais le delta reste énorme avec le complexe militaro-industriel russe. MBDA ne produit par exemple que 50 missiles de croisière Scalp-Storm Shadow par an, contre 1 200 missiles équivalents pour la Russie.

#### ALLIANCES EN COURS

«La France a un rendez-vous avec son industrie de défense, une industrie en mode économie de guerre», proclamait il y a un an Emmanuel Macron lors de ses voeux aux armées. Depuis, beaucoup d'efforts ont été faits sous la direction de l'ingénieur général de l'armement, Alexandre Lahousse, pour «produire plus, plus vite et moins cher» et renforcer la «base industrielle et technologique de défense». Nexter livre désormais six canons Caesar par mois au lieu de quatre, et vise les douze unités. Thales a réussi à multiplier par quatre sa production de missiles sol-air Aster, et a triplé celle de radars de défense aérienne GM200. Les carnets de commandes sont archi-pleins: plus

de 50 milliards d'euros pour Thales, 43 milliards pour Dassault Aviation...

Avec les vannes de dépenses militaires désormais grandes ouvertes, les contrats vont pleuvoir, tant pour l'armée française qui n'aligne aujourd'hui que 200 chars de bataille Leclerc – autant qu'il s'en détruit en un mois en Ukraine – que pour d'autres pays de l'OTAN. Pour nos marchands de canons, le premier défi sera d'être au rendez-vous des cadences de production et des délais sur le front des obus et missiles. Le second sera de reconstituer une véritable industrie de l'armement terrestre sur toute la chaîne de valeurs. Des alliances sont en cours pour y parvenir: le belge John Cockrell a pris l'an dernier le contrôle du fabricant français de blindés légers Arquus qui fournit les armées des deux pays. Un autre wallon, FN Browning, est sur le point de racheter l'armurier stéphanois Verney-Carron pour réactiver la production de fusils d'assaut en France. Et Nexter planche sur le char du futur avec son partenaire allemand Krauss-Maffei Wegmann. Si ce n'est pas une mobilisation générale, ça y ressemble.

JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

# «Payer des impôts, c'est un peu moins grave que d'être envahi par la Russie»

**L'eurodéputée Aurore Lalucq estime qu'il faut sans attendre compenser la suspension de l'aide militaire américaine en Ukraine, par des moyens communs au niveau européen.**

**A** lors que la France a annoncé son intention de renforcer ses dépenses militaires et qu'un Conseil européen extraordinaire se tient à Bruxelles ce jeudi pour examiner le plan à 800 milliards d'euros de la commission pour «réarmer l'Europe», Aurore Lalucq, la députée européenne qui préside la commission des affaires économiques et monétaires au Parlement, considère que l'heure est celle de l'*«économie de guerre»*. La coprésidente, avec Raphaël Glucksmann, du parti Place publique, insiste sur la nécessité de «prendre soin de la population» et de financer les dépenses militaires par des hausses de recettes et non par des *«politiques antisociales»*.

**Emmanuel Macron veut accroître les dépenses militaires dans le budget français, à quel prix ?**

Nous n'avons pas le choix que d'augmenter les dépenses de défense, mais il faut aussi augmenter les recettes. Il ne faut pas faire davantage d'économies ailleurs, il faut arrêter d'utiliser chaque événement

tragique comme prétexte pour mener des politiques antisociales. Ça suffit. En économie de guerre, les impôts augmentent. Je vais avertir: des gens très riches aux Etats-Unis ont voté pour Trump en pensant que c'était Thatcher et ils se sont retrouvés avec Poutine à la Maison Blanche. Toute une partie de la population française, toute une partie des entrepreneurs français et européens qui vont bien, vont devoir choisir leur camp. Je pense que payer des impôts, c'est un petit peu moins grave que de se faire envahir par la Russie de Vladimir Poutine. La démocratie n'a pas de prix, mais elle a un coût.

**Pensez-vous que le plan chiffré annoncé mardi par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, est à la hauteur de la situation ?**

Il a une force et une faiblesse. Sa force, c'est qu'il acte la nécessité d'avoir une défense commune. Je pense d'ailleurs qu'il faut arrêter d'appeler cela «l'Europe de la défense», il s'agit de défendre les Européens à très court terme, puisqu'on a très bien compris que, dans les plans de Poutine, nous étions les prochains sur la liste. En termes de montants et de

moyens, ce plan est-il suffisant? Non. Il est encore trop national et contradictoire. Sa principale mesure, c'est un assouplissement du Pacte de stabilité et de croissance qui permettrait aux Etats de s'endetter davantage dès lors qu'il s'agit de la défense. C'est possible pour certains Etats, impossible pour d'autres. On ne peut pas dire le lundi à la France, «il faut que vous réduisez votre dette», le mardi «dépensez pour la défense» et le mercredi «on remet le Pacte de stabilité».

**N'êtes-vous pas en faveur d'un desserrement des règles de déficit ?**

Si, il est nécessaire d'arrêter le Pacte de stabilité et de croissance, mais ce n'est pas suffisant. Il faut des moyens ensemble. L'annonce d'un mécanisme qui consiste à accorder une facilité d'emprunt aux Etats est un premier pas, mais le montant n'est pas suffisant. Je pense qu'on peut faire mieux, plus vite, et c'est à cet égard que le Conseil européen de ce jeudi va être déterminant. Il est historique.

**Qu'en attendez-vous ?**

Il y a désormais une prise de conscience réelle et je suis plus optimiste. Il faut une solution européenne et unie. Il faut Suite page 6



PLACE PUBLIQUE

INTERVIEW

**Suite de la page 5** utiliser le Mécanisme européen de stabilité, comme pendant le Covid. Ce mécanisme représente des manières très importantes décaissables extrêmement rapidement. Pour avoir fait le tour avec des ministres européens et des banquiers centraux, c'est la solution la plus facile, qui permettrait de mobiliser 500 milliards d'euros d'emprunts. Une autre idée, celle d'une banque de réarmement, vient de surgir, qui permettrait d'intégrer la Norvège ou la Grande-Bretagne. D'un point de vue politique, symbolique et d'alliance militaire, cela fait sens. Les Etats paieraient un ticket d'entrée, et ces sommes mises en commun permettraient d'emprunter à très bon taux. C'est intéressant à court terme. On pourrait aussi utiliser ce qu'il reste du plan de relance, autour de 90 milliards. A terme, il faudra un budget européen pour mobiliser des ressources propres.

**Pour vous, il ne fait pas de doute que l'Europe doit compenser la suspension de l'aide militaire américaine en Ukraine ?**

Aucun. Nous sommes passés dans une économie de guerre. Toutes les forces économiques doivent répondre à des objectifs militaires, d'autonomie stratégique et de souveraineté. Cela doit nous obséder. La puissance publique doit définir ce dont on a besoin d'un point de vue matériel. Cela passe par la question du réarmement, mais aussi par l'indépendance de nos infrastructures numériques. Il faut par ailleurs réfléchir en termes d'intelligence économique. Nos réponses doivent être très stratégiques. Enfin, l'économie de guerre repose sur deux piliers : toujours faire payer les profiteurs de guerres et prendre soin de sa population. En ce moment, certains intérêts privés s'engouffrent dans la situation, certains en France tentent par exemple de faire augmenter l'âge de départ à la retraite. C'est n'importe quoi !

**Vous faites référence au patron du Medef, Patrick Martin, qui a cité le cas danois en établissant un lien entre la retraite à 70 ans et le financement des dépenses militaires ?**

En économie de guerre, même si le temps de travail et les embauches augmentent, il faut que tout le monde soit uni. Ce n'est vraiment pas le moment de faire de telles déclarations à contre-courant de l'histoire. C'est un moment social, sûrement pas antisocial.

**L'Allemagne vient d'annoncer son intention de desserrer les règles nationales constitutionnelles qui plafonnent son déficit...**

C'est majeur. Cela signifie que les Allemands prennent leur part dans la défense et qu'ils sont capables de faire sauter un tabou chez eux. C'est structurant pour la suite, puisque cela permettra d'investir dans les infrastructures. Faire cette annonce-là avant le Conseil européen, c'est spectaculaire venant de la droite allemande. Si l'Allemagne est au rendez-vous, c'est potentiellement un tournant historique.

*Recueilli par ANNE-SOPHIE LECHEVALLIER*



## Allemagne: pour renforcer sa défense, Merz prêt à exploser la dette

**En réponse à Trump et à Poutine, le futur chancelier s'apprête à faire fi de la discipline budgétaire pour remettre à niveau les infrastructures militaires de la première puissance économique d'Europe.**

**L**'histoire s'accélère en Allemagne, comme lors de la chute du mur. Mais cette fois, dans le sens contraire: on ne parle plus de paix comme en 1989 mais bien du retour de la guerre. Le *Wind of Change*, chanson du groupe allemand Scorpions sur cette fin de guerre froide, a cédé la place à un vent mauvais qui fait peur aux Allemands. Ils sont donc prêts à pardonner à Friedrich Merz d'avoir menti pendant sa campagne électorale sur le «frein à la dette» qui limite constitutionnellement le déficit budgétaire annuel à 0,35% du produit intérieur brut. Au lendemain des législatives du 23 février, le futur chancelier conservateur jurait encore qu'il ne toucherait pas à la discipline budgétaire. «Il est exclu que nous réformions le frein à l'endettement dans un proche avenir», déclarait-il alors.

**Pari.** Merz a complètement changé de cap, mardi, en annonçant une réforme constitutionnelle pour se libérer de ce carcan financier – dénoncé par la gauche pendant la campagne – mais aussi la création d'un fonds spécial de 500 milliards d'euros pour combler

l'immense retard d'investissements dans les infrastructures (routes, rail, écoles, etc.). Sans même être formellement élu chancelier et sans avoir formé de gouvernement (les négociations pour une coalition avec les sociaux-démocrates viennent tout juste de démarrer), il ne brise pas seulement une promesse de campagne: il rompt définitivement avec l'un des piliers de la politique financière allemande d'après-guerre. Et pour l'instant, le dirigeant de la CDU a l'opinion derrière lui. «Les Allemands ont compris la nouvelle réalité dans laquelle ils se trouvent», estime Stefan Meister, expert des questions de défense à l'Institut allemand de politique étrangère. «S'il fait preuve de fermeté, une grande majorité est prête à suivre Merz.» Les Allemands estiment que sa décision est une réponse à la hauteur de la menace que constituent la Russie et la nouvelle administration américaine pour l'Europe.

Après le «choc Poutine» de 2022, qui avait poussé le chancelier Olaf Scholz à créer un fonds hors budget de 100 milliards pour la Bundeswehr (l'armée allemande), le «choc Trump» secoue encore plus les Allemands qui croyaient dur comme fer à l'atlantisme. Cette fois, ils ne se font plus d'illusions sur l'avenir des relations avec les Etats-Unis. «Le contexte a complètement changé», a justifié Merz pour expliquer son revirement. Un argument que réfutent les experts militaires. «Tout ce qui se passe était prévisible», rétorque ainsi Carlo Masala, politologue à l'Université de la Bundeswehr de Munich. *Ce qui change, c'est la vitesse à laquelle changent les choses. Maintenant, il doit agir.*» Pour Veronika Grimm,

cheffe du Conseil des experts (Sachverständigenrat), chargé de tracer les lignes économiques du gouvernement, Friedrich Merz manque de stratégie. Il prend un «pari extrêmement risqué» en lâchant la dette alors que la démographie allemande est en chute libre et que les dépenses sociales explosent. Jamais dans son histoire l'Allemagne n'avait injecté autant d'argent pour ses infrastructures et équipements militaires. «Nous allons nous retrouver au bord de l'abîme», alerte l'experte qui fait remarquer que toutes ces sommes colossales ne sont pas encore allouées. Les dépenses ne devraient pas profiter à l'économie allemande. «Une bonne partie de cet argent sera dépensée pour des importations d'armes qui contribueront à la croissance d'autres pays mais pas à la nôtre», estime-t-elle.

**Urgence.** Le prix politique à payer risque d'être élevé pour Merz. A court terme, il doit s'attendre à une perte de crédibilité et de légitimité auprès des électeurs. «Il a menti pour accéder au pouvoir», attaque Franziska Brantner, la présidente des écologistes, avec laquelle Merz devra négocier pour faire passer ces réformes. Le futur chancelier doit en effet obtenir l'accord des Verts au sein du Bundestag sortant. La nouvelle Chambre basse doit entrer en fonction au plus tard le 25 mars. Mais elle ne permet pas de dégager la majorité des deux tiers nécessaires à une réforme constitutionnelle. La victoire de Merz a été tellement courte que les partis populistes, dont l'extrême droite, disposent d'une minorité de blocage. Le temps presse pour le chancelier qui a convoqué l'ancien Parlement dès la semaine prochaine pour ce passage en force. Même s'ils protestent, les Verts devraient le suivre en raison de l'urgence de la situation. Une vraie course contre la montre pour le futur chancelier. Dans moins de trois semaines, il sera trop tard pour financer ce «zeitenwende», comme disent les Allemands, le changement d'époque.

**CHRISTOPHE BOURDOISEAU**  
Correspondant à Berlin

# Sommet de l'Union européenne: une révolution militaire?

**Les Vingt-Sept se réunissent ce jeudi à Bruxelles pour pallier l'arrêt de l'aide américaine à l'Ukraine. Ce qui signe peut-être, enfin, une meilleure politique de défense commune.**

Les Européens n'avaient plus l'excuse de la surprise : ils savaient, depuis le premier mandat de Donald Trump et sa campagne de 2024 qu'il était déterminé à faire exploser l'ordre mondial mis en place après 1945. Néanmoins, ils ont réussi l'exploit d'être étonnés par la violence du choc venant de Washington. Une impréparation qui les oblige à prendre des décisions dans l'urgence, tant pour essayer de pallier l'arrêt de l'aide américaine à l'Ukraine, et éviter qu'une paix injuste lui soit imposée, que pour bâtir une défense européenne après la rupture du lien transatlantique, faute d'avoir mis à profit la parenthèse Joe Biden. Les Vingt-Sept se réunissent donc ce jeudi à Bruxelles, en présence du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, pour confirmer leur volonté d'augmenter l'aide financière et militaire à Kyiv et adopter les propositions de financement des budgets militaires concoctées à la hâte par la Commission. Il ne faut pas se tromper sur l'importance du moment : l'Europe de la défense sera aussi intégratrice que l'a été la monnaie unique ou l'emprunt européen post-Covid, qui a mutualisé les dépenses nécessaires au redémarrage des économies. Mais, pour y arriver, le chemin est encore long puisqu'augmenter les budgets militaires, qui atteignent difficilement en 2025 les 2 % du PIB, norme fixée par l'Otan, ne sera pas suffisant.

**Redondances.** En effet, si c'est pour acheter à tour de bras du matériel américain sur étagère, vieille habitude européenne (60 % des achats militaires au sein de l'UE bénéficient aux Etats-Unis), l'Europe de la défense n'aura pas avancé d'un pouce. Autrement dit, il faut non seulement augmenter les capacités de production et créer de toutes pièces des filières d'armement, mais aussi introduire une préférence communautaire dans les marchés publics afin que les pays européens achètent européen quand le matériel existe. Dans le même temps, il va falloir mutualiser ces achats afin de remplir les carnets de commandes industriels que cela incitera à augmenter leurs capacités de production, à rationaliser les matériels pour éviter la dispersion actuelle (l'Union totalise 20 modèles d'avions de combat contre 6 aux Etats-Unis, par exemple) ou encore à éviter les redondances. Il faudra également se mettre d'accord sur une architecture politique, l'Union n'ayant ni la compétence ni la vocation à s'occuper de ce domaine de souveraineté, et sur une chaîne de commandement militaire... Ce qui prendra des années.

Cette semaine, le futur chancelier allemand conservateur, Friedrich Merz, a levé les derniers obstacles à la naissance de cette Europe de la défense, comme l'avait fait son lointain prédécesseur Helmut Kohl, quand il s'était rallié en 1988 au projet de monnaie unique de Jacques Delors. Chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates sont parvenus à un accord mardi sur la levée du frein constitutionnel à l'endettement pour le budget militaire (*lire page 6*), ce qui va permettre de l'augmenter dans des proportions considérables. «Pour la défense de l'Allemagne, la règle doit être quoiqu'il en coûte», a martelé Friedrich Merz.

Les Vingt-Sept devraient donc approuver sans difficulté le plan d'Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission qui a pris acte des changements intervenus à Berlin, et qui est censé dégager 800 milliards d'euros alors que les dépenses militaires de l'ensemble de l'Union se montent actuellement à 326 milliards d'euros.

**Chemin.** Pour l'essentiel, cette somme proviendra des Etats dont les dépenses militaires seront sorties du calcul du déficit public autorisé par le Pacte de stabilité. Selon la Commission, si elles augmentent de 1,5 % du PIB, cela repré-

sentera 650 milliards d'euros. A cette somme s'ajoutera un nouveau fonds européen baptisé «ReArm Europe» de 150 milliards, empruntés sur les marchés par la Commission à taux bonifiés et reprétés aux Etats, qui devront rembourser. Ce n'est donc pas une mutualisation des dépenses militaires mais cela ouvre le chemin. Fin mars, pour compléter cette accélération, la Commission présentera son «livre blanc» pour proposer une doctrine stratégique et, on l'espère, un projet d'organisation politique et militaire de l'Europe de la défense.

**JEAN QUATREMER**  
Correspondant européen

(PUBLICITÉ)

## Le groupe SNCF génère des bénéfices pour régénérer le réseau ferroviaire.

En 2024, pour la 4<sup>ème</sup> année consécutive, nous réinvestissons nos bénéfices, soit 1,6 milliard d'euros de résultat net, dans l'infrastructure, le matériel et l'humain, partout en France.

**43,4** milliards d'euros de chiffre d'affaires

**1,6** milliard d'euros de résultat net

**10,8** milliards d'euros<sup>(1)</sup> d'investissement, dont 95% en France pour rénover le système ferroviaire

**18 500** collaborateurs recrutés en CDI en France

**12 700** PME/PMI françaises ont travaillé avec le groupe SNCF



(1) Tous financements confondus : collectivités territoriales, État et SNCF.  
SNCF - 2 place aux Étoiles - CS 70001 - 93633 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX - 552 049 447 RCS BOBIGNY. © James Rignault.

**SNCF**  
GROUPE

# EDITOS /

## Tu roules en Tesla, tu roules pour Musk

Par **SABRINA CHAMPENOIS**  
Chroniqueuse Société

Serait-on au bord de l'ADCT – acronyme d'Association de défense des conducteurs de Telsa ? Ou du CRPT – Comité de réhabilitation des propriétaires de Tesla ? Depuis l'élection de Trump, il y a trois mois, détenir une voiture produite par le groupe d'Elon Musk serait devenu un enfer, qui va de la désapprobation jusqu'à l'agression physique en passant par le vandalisme. Au point que certains jettent l'éponge, comme le raconte le *New York Times* dans son édition du 3 mars. Le quotidien prend l'exemple d'une thérapeute familiale qui a décidé de changer de voiture après s'être vue «*traiter de nazie*» (en référence au salut effectué par Musk lors de l'investiture) sur le parking d'un supermarché. En attendant de la revendre, elle l'a décorée de l'autocollant contrit : «*J'ai acheté cette voiture avant qu'Elon ne devienne*

*fou*» qui cartonne depuis que Musk est devenu l'homme de main de Trump. Massif aux Etats-Unis, le phénomène anti-Tesla traverse allègrement les frontières. L'incendie de douze voitures déclenché par le collectif Information antiautoritaire Toulouse et alentours dans la nuit de dimanche à lundi à Plaisance-du-Touch (Haute-Garonne) en est le plus récent exemple français, qui va forcément accentuer le malaise et l'inquiétude d'automobilistes hexagonaux sous pavillon muskien. Dans le même temps, les ventes de Tesla ne cessent de piquer du nez, mouvement également planétaire. En 2024, la marque a accusé un recul, pour la première fois de son histoire (-1%). En France, elle enregistrait, en janvier, -63% sur un an, alors que la part de l'électrique a, elle, progressé de 1 point sur la même période. Les baisses sont tout aussi conséquentes dans les autres pays de l'Union européenne ou en Australie. Et les problèmes de stock ou de change-

ment de gamme avancés par Tesla ne semblent pas suffire à expliquer ce dévissage, qui commence à se traduire en bourse : le 4 mars, l'action Tesla a chuté de 5% à Wall Street – alors qu'elle avait bondi juste après l'élection de Trump. Rien ne peut cautionner l'atteinte aux biens ou aux personnes. Il demeure qu'on peine à compatir au blues du conducteur de Tesla, surtout en version Calimero – «*c'est vraiment trop injuste*». L'argument est grossièrement le suivant : «*J'ai voulu acheter une voiture à la fois innovante, fiable et plus écologique, j'ai choisi le leader du secteur, c'est pas de ma faute si, depuis son alliance avec Trump, Musk dit et fait n'importe quoi.*» Il faut distinguer la bagnole des idées politiques de son concepteur, en somme. Sauf que le plaidoyer et le distinguo ne tiennent pas vraiment la route. Le tropisme trumpiste de Musk, après un compagnonnage avec les démocrates qui lui a été très profitable côté affaires via des contrats et prêt d'Etat, s'inscrit dans le

libertarianisme qu'il a embrassé à partir de la pandémie de Covid 19 et des mesures sanitaires collatérales, à ses yeux injustement limitatives de liberté – de business, notamment. Auparavant, il s'était déjà distingué par sa posture antisyndicale marquée. Après, il a viré masculiniste et anti-«wo-kiste». Bref, l'histrion Musk n'a rien du perdreau de l'année et présente depuis longtemps les mêmes caractéristiques, flippantes, que celui chargé par Trump de l'*«efficacité gouvernementale»*. Il est si cheillé à son activité d'entrepreneur, qu'il en est indissociable. Qu'on le veuille ou non, acheter Tesla revient non seulement à fournir à Musk son carburant (l'argent) mais à véhiculer ses valeurs, à littéralement rouler pour lui. C'est contribuer à empoisonner idéologiquement la planète en arguant d'une conduite plus écologique. Vu le tournant auquel on assiste, à chacun de prendre ses responsabilités, en conscience. ♦



Des manifestants devant un magasin Tesla à New York, samedi. PHOTO REUTERS

## Heureusement, la France a échappé à Fillon

Par **THOMAS LEGRAND**  
Chroniqueur politique

Quand on lit l'interview de François Fillon dans le dernier numéro de *Valeurs actuelles*, on bénit Penelope Fillon d'avoir participé à l'éviction de son mari du monde politique et, par là même, barré sa route vers l'Elysée ! Car l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy, issu du séguinisme, se situe aujourd'hui dans une sphère idéologique que l'on pourrait situer entre Eric Zemmour et Philippe de Villiers.

La Russie ? «Après trois ans de guerre qui piétine en Ukraine, [elle] est une menace infiniment moindre que [l'islamisme], cette idéologie pernicieuse qui prospère désormais sur une grande partie de notre territoire», estime-t-il. D'ailleurs, Poutine n'a pas commis un crime en envahissant l'Ukraine mais simplement une «faute», qu'il faut quasiment comprendre comme une erreur tactique : «La Russie a commis une faute en déclenchant ce conflit dans lequel elle est enlisée depuis trois ans. J'ai toujours dit que cette guerre aurait pu être évitée si les dirigeants occidentaux avaient cherché à en comprendre les causes plutôt que de se draper dans le camp du bien.» Le bien, le mal, la dictature, la démocratie, tout ça... Fillon sombre dans le relativisme banalisateur d'autoritarisme. La vulgate d'extrême droite est respectée, les Occidentaux sont les premiers responsables de l'invasion de l'Ukraine. D'ailleurs, Donald Trump, même si en ce moment ça ne se voit pas à l'œil nu, est un sage, homme d'Etat avisé selon

l'ancien Premier ministre : «Le président Trump en tire aujourd'hui les conséquences en reprenant le dialogue avec la Russie pour tenter d'enrayer la montée en puissance de ce bloc hostile à l'Occident». C'est bien connu, Donald Trump s'acoquine avec Vladimir Poutine pour contrer l'islamisme...

Du point de vue de Fillon, heureusement que Donald Trump a gagné la présidentielle américaine. Son prédécesseur, Joe Biden, en prend pour son grade : «Dans ce conflit, les Etats-Unis [époque Biden, ndlr] auront tour à tour jeté de l'huile sur le feu en manipulant le débat politique en Ukraine et en promettant une adhésion à l'Otan irresponsable.» Quant à Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, il «n'est pas le héros irréprochable magnifié par des Européens auxquels il procure le frisson d'un combat pour la liberté par procuration. Il a sa part de responsabilité dans le déclenchement de la guerre et il refuse aujourd'hui d'arrêter une guerre qu'il ne peut pas gagner.» Faible avec les forts, fort avec les faibles, un classique historique de la droite capitalarde. Mais pourquoi la méchante Europe s'acharne-t-elle contre ces deux victimes accablées, Poutine et Nétanyahou ? «Les rodomontades inefficaces des Européens, l'accumulation jusqu'à l'absurde des sanctions, l'inutile inculpation de Vladimir Poutine par la Cour internationale de justice, comme d'ailleurs celle du Premier ministre israélien : tout a été fait pour rendre définitive la rupture avec la Russie.» Du souverainisme jusqu'à la haine de l'Europe. Et puis, par les temps qui courent, que serait une bonne interview de droite digne de ce nom sans son

couplet victimaire ? «J.D. Vance a raison quand il pointe le recul de la liberté d'expression en Europe. Les brouillonnages ingérences russes, dont les conséquences sont pourtant infiniment moins grandes que celles systématiques et puissantes des Américains, servent de prétexte à une attaque en règle contre la liberté d'expression. La multiplication des lois mémoriaires, [...] l'ostracisation des formations politiques jugées [par qui et pourquoi ?, ndlr] trop à droite, l'intervention directe des dirigeants européens dans les processus électoraux, comme ce fut le cas avec la condamnation par la présidente de la Commission européenne de Giorgia Meloni en Italie ou plus récemment avec l'annulation par un juge d'une élection en Roumanie, la fermeture de C8 sur une décision administrative : tout cela constitue des atteintes graves aux principes démocratiques.» Résumons le sens de ces propos émaillés de contre-vérités : les héros du moment de François Fillon sont J.D. Vance, Giorgia Meloni et Cyril Hanouna.

Enfin, alors que Donald Trump détruit le système scolaire et la recherche américaine, que l'obscurantisme religieux triomphe aux Etats-Unis, c'est bien sûr le «wo-kisme» qui menace la civilisation, assène François Fillon : «A l'instar des inquisiteurs de l'Eglise catholique au Moyen Age, les pseudo-progressistes ont imposé leur grille idéologique aux créateurs.» Bref, en refermant *Valeurs actuelles* cette semaine, on dit «merci Penelope», «merci le Parquet national financier», car sans vous, la France serait peut-être aujourd'hui dans le mauvais camp. ♦

# ARRÊT DES FINANCEMENTS AMÉRICAINS

DEUX MILLIONS  
DE PERSONNES PRIVÉES  
D'AIDE HUMANITAIRE

VOTRE SOUTIEN EST VITAL



FAITES UN DON SUR  
[SOLIDARITES.ORG](http://SOLIDARITES.ORG)



**solidarités**  
international

# Automobile

## L'UE trace vers l'électrique, non sans quelques marches arrière

En dressant les contours d'un «made in Europe» plus décarboné tout en assouplissant les normes sur les émissions, Bruxelles a présenté mercredi son plan d'action pour le secteur. Qui peine à convaincre, faute de fonds suffisants.

Par  
**DAMIEN DOLE**

**I**ndustrie verte, normes, défense... La Commission européenne n'en finit pas de présenter ses feuilles de route, avec quelques incohérences, notamment sur la volonté de suivre ses objectifs climatiques. Mercredi, c'était au tour des voitures. Attendu depuis plusieurs mois, le «plan d'action industriel pour le secteur européen de l'automobile» a été présenté par Apóstolos Tzitzikóstas, commissaire désigné aux Transports et au Tourisme durables. Un plan très dense qui «définit des mesures concrètes pour contribuer à garantir la compétitivité mondiale de l'industrie automobile européenne et à maintenir une base de production européenne solide». Et le texte de promettre: «Il s'agit d'un moment crucial pour l'industrie automobile européenne: une action décisive est nécessaire et l'UE s'est engagée à soutenir le secteur dans sa transition.» Usines de batteries, aides financières à l'achat, recharges, véhicules autonomes... Tout y passe ou presque, malgré quelques zones d'ombre sur l'application concrète de ce plan.

Mais avant de penser aux investissements et au développement des technologies du futur (proche), la Commission a cédé aux constructeurs sur les normes «Corporate

Average Fuel Economy» (Cafe), qui exigeaient des baisses d'émissions progressives pour les véhicules neufs vendus chaque année. Dès lundi, sa présidente, Ursula von der Leyen, a expliqué que les calculs se feront sur trois ans, de 2025 à 2027, au lieu d'une seule année, ce qui aurait donné lieu à des amendes conséquentes. «La réalité est que la Commission a ouvert la boîte de Pandore et que personne ne sait comment cela va se terminer», se lamente William Todts, président de l'ONG Transport & Environment.

#### RECOL ET INTERROGATION

Autre sujet d'inquiétude, le texte précise que la révision prévue d'ici 2026 du règlement entourant l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs «s'appuiera sur une analyse factuelle, tenant compte de toutes les évolutions technologiques pertinentes et de l'importance d'une transition économiquement viable et socialement équitable vers une mobilité à zéro émission». Autrement dit, si Ursula von der Leyen a déjà loué les carburants synthétiques cet été lors de sa réélection, subsiste dans le flou de cette phrase, au-delà d'un nouveau recul sur les normes Cafe, une possible autorisation de biocarburants ou de voitures hybrides, qui ne font que retarder l'adoption de voitures à zéro émission.

Malgré ce recul et cette interrogation, la Commission continue de dresser de bons constats sur son industrie et dit vouloir renforcer la chaîne de valeur de l'électrification des véhicules. En amont, l'institution rappelle avoir présenté en décembre un plan à 3 milliards d'euros en faveur de la chaîne de valeur des batteries pour véhicules électriques. Dans le sillage du «Clean Industrial Deal», Bruxelles accepte par ailleurs, une nouvelle fois, de rompre avec son dogme antiprotectionnisme et affirme qu'elle «examiner la possibilité d'accorder un soutien direct à la production aux entreprises produisant des batteries dans l'UE». Autre dogme une nouvelle fois ébréché, ce «soutien pourrait être combiné avec des aides d'Etat». Et, la Commission s'inspirant des entreprises chinoises, «l'aide pourrait être accessible aux acteurs étrangers si les entreprises européennes ont conclu avec eux des partenariats garantissant le partage des compétences, du savoir-faire, de l'expertise technique et de la technologie, ainsi qu'une valeur ajoutée suffisante pour l'UE». Comme pour l'éolien ou le photovoltaïque, Bruxelles explique enfin que des critères hors prix, dits de «résilience», permettront d'orienter les appels d'offres vers le made in Europe.

L'UE admet par ailleurs le retard technologique pris par ses constructeurs par rapport, surtout, à ses

homologues chinois. «Pour être compétitive à l'échelle mondiale, l'industrie automobile européenne doit de toute urgence regagner une position de leader dans la transition vers des véhicules connectés et autonomes, dotés de logiciels et d'IA», affirme le plan d'action. Sur les véhicules autonomes plus spécifiquement, l'UE poursuit sa logique de révision des normes pour favoriser les essais et adaptations pour les aides à la conduite plus avancées, certaines étant autorisées aux Etats-Unis et en Asie, mais pas encore sur le Vieux Continent. En aval, Bruxelles souhaite également mettre de l'ordre dans les aides à l'achat. Sans rentrer dans le détail, le plan d'action affirme vouloir émettre d'ici fin juin des «recommendations» lors de son plan sur «la pauvreté dans les transports» concernant un leasing social, comme celui mis en place par la macronie en 2024. Un dispositif qui sera ciblé sur les «utilisateurs vulnérables des transports». D'autres recommandations seront fixées en 2026 pour les aides à l'achat. Mais, pour ces dernières, comme pour le leasing social, la Commission n'a pas annoncé de fonds particuliers, laissant craindre que l'impact des contraintes budgétaires, qui ont déjà amené les deux plus gros marchés européens, Berlin et Paris, à atrophier leurs systèmes de bonus ou de limiter drastiquement

le leasing social. Et les ventes de voitures électriques avec.

#### EFFORTS COLLECTIFS

Plus convaincante mais avec une annonce là encore déjà faite en décembre, la Commission a rappelé travailler sur une législation visant le verdissement des flottes d'entreprises, qui concernent 60 % des véhicules neufs achetés en Europe. Un plan spécifique a d'ores et déjà été publié en parallèle mercredi à destination des pouvoirs publics pour avancer avant même le vote de la future loi. Les acteurs industriels semblent heureux des grandes lignes de ce plan, en particulier parce qu'il acte la décision la plus court-termiste d'entre elles, portant sur les amendes CO<sub>2</sub>. «L'industrie automobile salue les efforts collectifs de la présidente de la Commission [...], qui s'est engagée auprès de notre secteur à ce moment critique», a loué l'Association des constructeurs européens d'automobiles dans un communiqué. Mais s'il fixe des directions structurantes et de bonnes idées pour la décarbonation du transport terrestre, le plan d'action pour l'industrie automobile peine à convaincre, faute de réglementations claires et ambitieuses, mais surtout de fonds alloués. Difficile d'espérer du Parlement, plus à droite désormais, et à qui sera présenté le texte, de plus grandes ambitions. ◀



Dans une usine du constructeur BMW, devenu le premier vendeur de voitures électriques en Europe,





à Munich le 25 septembre. PHOTOS MATHIAS ZWICK. INLAND

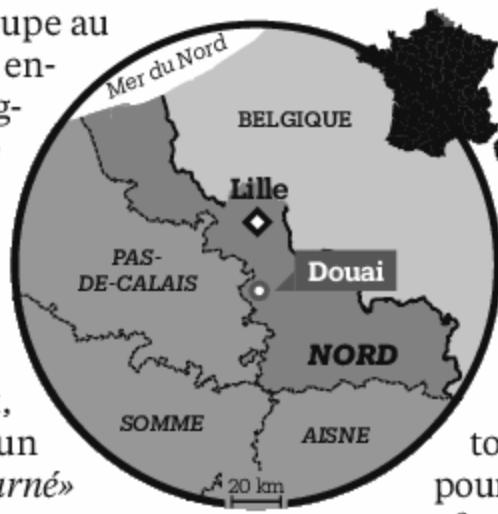
## A l'usine de Douai, le patron de Renault dit sa «gratitude»

**Mercredi, Luca de Meo s'est montré plus que satisfait du «travail acharné» de la France à Bruxelles pour obtenir un assouplissement des normes CO<sub>2</sub>. Au détriment des objectifs climatiques.**

T ranchant avec la cohue qui entoure la délégation officielle, les Renault 5 défilent lentement sur la chaîne de l'usine de Douai (Nord). Luca de Meo, patron de Renault Group, part serrer des mains. Marc Ferracci, ministre de l'Industrie, et Stéphane Séjourné, vice-président à la Commission

européenne, se joignent à lui. Quelques minutes plus tard, Séjourné l'assure : «C'était très important d'être ici pour moi, au cœur de l'industrie européenne.»

Chewing-gum et mains dans les poches, le directeur général du groupe au losange est encore plus flegmatique que d'habitude. Il exprime sa «gratitude» envers le gouvernement, qui a réalisé un «travail acharné» et lâche même un «notre bien aimé ministre». Il faut dire qu'il a été rassuré par Bruxelles cette semaine, et qu'il a eu l'oreille de l'Etat. «L'annonce du plan automo-



bile est très très encourageante.» Dans un brief réalisé par des conseillers de Marc Ferracci sur la route les menant à Douai, l'un d'entre eux a clairement fait que «la France a mené la tête de la croisade, du combat» pour l'assouplissement des normes CO<sub>2</sub>, que le ministre est allé à Berlin ou a discuté avec Rome, pour créer un rapport de force répondant aux demandes des constructeurs mais qui courrouce les ONG environnementales. Arrivé dans l'usine, Marc Ferracci veut rassurer. «Nous avions une nécessité de flexibilité mais sans renoncer au cap de 2035, une date qui est nécessaire pour la filière automobile et la planète, rappelle d'ailleurs le ministre, selon qui la qualité de l'usine de Douai est «la conséquence» du cap vers l'électrique. Assouplir les normes CO<sub>2</sub> est «une question de bon sens et un signal lancé à l'écosystème automobile», affirme de son côté Stéphane Séjourné. Mais nous devons répondre à tous les enjeux ensemble, de la compétitivité comme du climat.» A ses côtés, De Meo semble, lui, apaisé par ce recul de Bruxelles sur les normes.

Mais si le vice-commissaire veut présenter ce plan comme un grand bond en avant pour l'automobile, la planche à billets européenne pour le secteur est loin de tourner autant que celle de Washington ou de Pékin. Les annonces d'Ursula von der Leyen, mardi, d'un plan à 800 milliards pour réarmer l'Europe font-elles peser un risque sur le soutien à l'automobile? Pour Ferracci, le plan de soutien à l'acier pensé ces dernières semaines «bénéficiera autant à l'automobile qu'à la défense. Il n'y a pas d'arbitrage cornélien à faire entre les filières». «Je vais me battre pour que Bruxelles conserve cet agenda pour la filière», assure Séjourné. Le modèle économique [vers plus de made in Europe] est aussi une réponse à ce qui se passe à l'international.»

Et d'émettre une idée encore plus exotique au XXI<sup>e</sup> siècle : «Les sous-traitants et constructeurs automobiles peuvent même participer à la filière de la défense.» Comme un retour aux sources pour les constructeurs français, pour qui la guerre 14-18 est une date décisive de leur développement économique.

**D.Do. Envoyé spécial à Douai (Nord)**

## COLLOQUE

### SCIENCES ET SANTÉ

### DE L'EXPRESS

### 2025

## BIEN VIEILLIR : LES PROMESSES DE LA SCIENCE



AGNÈS BUZYN



PIERRE DE BREMOND D'ARÈS



KAREN DESALVO



JEAN-MARC LEMAÎTRE



THIERRY LHERMITTE



STUART JAY OLSHANSKY



JEAN-MARIE ROBINE



VENKI RAMAKRISHNAN



MATHILDE TOUVIER



BRUNO VELLAS



### 10 MARS 2025

### AU THÉÂTRE DU ROND-POINT, PARIS



LA BILLETTERIE  
EST OUVERTE

Par

**RACHID LAÏRECHE**

Dessin

**BENJAMIN ADAM**

**L**e vieil immeuble posé quelque part dans le centre-ville de Saint-Denis, en région parisienne, fuit les jetons. Ses escaliers en bois qui mènent à Sidi menacent de s'écrouler à chaque marche. «Toc toc» sur une porte faussement blindée. Sidi apparaît. Le long type tout fin au crâne rasé fait un geste de la main qui invite à franchir le paillason. Un deux-pièces pour quatre hommes. Des Maliens. Une histoire banale de l'immigration : ils ont quitté soleil, sécheresse, famille et terre natale pour une vie qu'ils espéraient plus belle. Sidi joue au guide. Il dort là, au sol, dans le salon sur un petit matelas au pied de la télé. Le trentenaire ne se plaint de rien. En repos, «comme tous les lundis», le commis de cuisine, dans une brasserie de la capitale, est sans papiers. Il est parti de Kayes, dans l'ouest du Mali, sur les rives du fleuve Sénégal, pour la Seine-Saint-Denis. Un long périple effectué en 2017, «trois jours après la victoire de Macron» à la présidentielle. Sidi se raconte en souriant.

Pourtant, au fil de la discussion, il utilise à foison un mot qui n'a rien de rigolo : «Dur.» Le Malien prépare un thé dans la cuisine riquiqui. «Nous sommes rarement tous en même temps à la maison, dit-il. Tout le monde travaille beaucoup, les jours et les nuits.» Le commis de cuisine a tout fait depuis son arrivée en France : éboueur, agent de sécurité, manutentionnaire, main-d'œuvre sur les chantiers, et cetera et cetera. Des «métiers en tension» comme disent les importants. «Je suis très content dans la restauration.»

#### CAUCHEMAR

Sidi a le même patron depuis deux ans. Les vacances sont inexistantes, mais ça ne le dérange pas vraiment. «Je ne suis pas venu ici pour me reposer, ou me promener : c'est très important de travailler.» Tous les mois, il transfère une partie de son salaire (un smic) à sa famille restée à Kayes. En servant le thé, Sidi évoque sa vie de sans-papiers : la trouille à chaque fois que la police croise son long corps, les détours pour éviter les garages où les contrôles sont courants, les larmes de sa mère au téléphone qui rêve de le serrer dans ses bras, l'impossibilité de demander une augmentation et des plaisirs qui se

limitent à jouer au foot le dimanche matin avec des potes avant de filer au turbin en courant. Le trentenaire ne se plaint de rien. Sidi pourrait vivre une autre vie en obtenant une carte de séjour. Le quotidien serait plus doux et les droits plus nombreux, mais il a récemment abandonné ses démarches pour se faire régulariser. «Je ne veux pas avoir de problèmes, explique-t-il. Je connais des copains qui ont fait la demande et ils ont eu des problèmes.» Les «problèmes», comme dit Sidi, se résument souvent en quatre lettres : OQTF, comme obligation de quitter le territoire français. De nombreux exilés reçoivent un courrier recommandé après avoir fait une demande de régularisation. Le rêve se transforme en cauchemar. «C'est devenu dangereux de demander.» Sidi préfère mener une vie discrète, incertaine et sans grande ambition. Une vie où il rase les murs pour éviter «de se faire repérer» par l'Etat. La décision a été prise en novembre après que deux de ses potes, des Maliens qui habitent dans un foyer de travailleurs, ont reçu le fameux courrier recommandé aux quatre lettres. Les «problèmes», comme dit Sidi, se résument également à une identité : Bruno Re-

tailleur. Le ministre de l'Intérieur, ultradroitier, a dans sa ligne de mire les exilés depuis son arrivée en poste en septembre. Il ne cache pas son ambition : limiter à grande vitesse l'immigration légale et illégale. En janvier, Bruno Retailleau a mis en place une nouvelle circulaire qui durcit les critères pour obtenir une «admission exceptionnelle au séjour». Le ministre de l'Intérieur a mis la pression aux préfets. «La circulaire demande d'appliquer avec la plus grande des fermetés les critères posés dans la loi immigration de janvier 2024», explique un conseiller de Bruno Retailleau à la presse. *Les préfets devront s'assurer que le travail est bien réel et qu'il correspond à la liste des métiers en tension que nous sommes en train d'actualiser avec le ministère du Travail.*»

#### ABANDONNÉS

A l'heure du goûter, dans un café de la capitale, Geneviève cherche ses mots pour décrire la situation. Elle hausse souvent les épaules, souffle fort et répète «c'est infernal». Geneviève est une assistante sociale à la retraite qui «passe sa vie à aider les autres». Bénévole dans plusieurs associations, la retraitée accompagne des exilés dans leurs démarches administratives. «J'en croise de plus en plus qui abandonnent parce qu'ils ne supportent plus la pression.» Geneviève joue au jeu des comparaisons. «Bruno Retailleau est inhumain avec des humains, il parle des gens qui viennent de loin avec une forme de mépris. C'est peut-être le pire mais ce n'est pas le premier. Ces dernières années, la situation empire à chaque nouveau gouvernement. Les immigrés et les sans-papiers servent de défouloir à nos politiques.» La catholique pratiquante est fatiguée. Elle a «honte aussi», lorsqu'elle se retrouve face à des «familles abandonnées» par tout le monde.

Dans le café, Geneviève ne cherche plus ses mots pour décrire sa colère. Elle sursaute lorsque je prononce les fameuses quatre lettres qui font couler de l'encre et de la salive. «C'est n'importe quoi ! Ils mettent tout le monde dans le même panier : les voyous, les terroristes, les familles, les travailleurs qui ne demandent rien à personne et ceux qui fuient la mort dans leur pays.» La discussion a eu lieu quelques jours avant l'attaque de Mulhouse, qui a fait un mort et sept blessés. Le suspect algérien était fiché par les services de prévention du terrorisme et faisait l'objet d'une obligation de quitter le territoire.

Au moment de partir, Geneviève lâche un ultime cri. «On parle des sans-papiers qui travaillent dans les métiers en tension mais on ne pense jamais à ceux qui travaillent dans des métiers qui ne sont pas en tension.» Ils sont les premiers visés par la «circulaire Retailleau». Ce texte durcit les conditions «d'admission exceptionnelle au séjour» pour tout le monde, mais surtout pour eux : leur régularisation est désormais conditionnée à une «durée de présence d'au moins sept ans» en France, contre cinq ans aujourd'hui. Les préfets devront également apprécier la maîtrise du



# Immigration «C'est devenu dangereux de demander des papiers»

Face au durcissement de la politique migratoire, de nombreux exilés font le choix de ne pas entamer les démarches pour se faire régulariser, par peur de recevoir une OQTF et d'être expulsés.

français par un «diplôme français ou bien une certification linguistique». Un nouveau détail fait toute la différence : le demandeur qui a déjà fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire ne pourra obtenir un titre de séjour. La sévérité est en marche. Les chiffres des expulsions ont grimpé. En 2024, 21601 étrangers en situation irrégulière ont été reconduits à la frontière (une hausse de 26,7% par rapport à l'année précédente). Parmi eux, les éloignements forcés se sont élevés à 12 856 (une hausse de 9,7%). Fabrice, bénévole à la Cimade depuis 2018, aide aussi les sans-papiers dans leurs démarches. Comme toutes les âmes qui charbonnent sur le terrain, il note une «montée en tension» depuis la nomination de Bruno Retailleau. Il ne laisse apparaître aucun étonnement lorsqu'on lui parle des sans-papiers qui refusent de faire des démarches pour obtenir une régularisation. «Nous assistons à une politique du chiffre inutile. Tout le monde sait que l'Etat n'a pas les moyens de renvoyer tout le monde dans leur pays d'origine, explique-t-il. Cette politique permet de marginaliser un peu plus des personnes fragiles qui vivent dans une zone grise. Il y a des hommes, des



*femmes et des familles entières qui font des demandes de régularisation et qui se retrouvent dans des situations encore plus compliquées après avoir reçu une OQTF. Ils sont nombreux à perdre leur emploi et leur logement dans la foulée.*

Les histoires se finissent rarement bien. Vendredi soir, à Paris, Abou Sangaré était sur le devant de la scène. Le Guinéen, magistral dans *l'Histoire de Souleymane*, a gagné le césar de la révélation masculine. Un rôle qui a changé sa vie. Il a été régularisé en janvier. A l'Olympia, Abou Sangaré a rappelé sa vie de galère et de sans-papiers. «J'avais pres-

*que plus de vie, je vivais parmi les hommes comme ça. Je ne me considérais plus comme un être humain, depuis que j'ai traversé la Méditerranée jusqu'en avril 2023, j'ai tout connu... La misère, tout ce qui fait l'être humain, le bon comme le mauvais.*» Des applaudissements à foison pour l'exception. De l'émotion. De la compassion. Et pour les autres?

#### HISTOIRES

Latifa est coiffeuse à Montreuil, en Seine-Saint-Denis. La Marocaine a passé quelques mois dans le sud de l'Espagne, près de Málaga, avant de poser ses valises en France il y a quatre ans. «Je n'étais plus heureuse au Maroc. Ce n'était plus possible. Mes parents étaient très en colère contre moi, mais ils ont compris. Je ne voulais pas me marier jeune et avoir la même vie que ma mère.» Latifa, 29 ans, est en situation irrégulière. Elle raconte en rigolant sa technique pour passer entre les mailles du filet. «Je suis toujours très bien apprêtée.» La coiffeuse partage un studio avec une collègue. Elle mène une vie à minima : un salaire «au black» et en espèces, des vacances trop rares et une impossibilité de se projeter dans l'avenir proche ou lointain.

**«On m'a raconté l'histoire d'une fille qui s'est retrouvée en rétention après sa demande de régularisation. C'est fini, je suis morte si je me fais expulser.»**

Latifa  
coiffeuse

«— Est-ce que tu comptes faire une demande de régularisation dans les prochains mois ?

— J'ai hésité, mais non, depuis qu'on m'a raconté l'histoire d'une fille qui s'est retrouvée en centre de rétention après sa demande de régularisation. Je te jure, c'est fini, je suis morte si je me fais expulser.»

La crainte est courante et elle se transmet. Une sorte de virus contagieux. Malick est dans le même état d'esprit que Latifa. Le Sénégalais sans papiers trime depuis dix ans dans les chantiers en Ile-de-France, mais il refuse «pour le moment» de déposer son dossier à la préfecture alors que sa situation est «enfin stable» (emploi dans un métier en tension et logement).

Le trentenaire a lui aussi entendu une «histoire» qui fait peur : un «gars dans une bonne situation» a été expulsé après avoir fait une demande de régularisation dans le Val-de-Marne.

«— Tu préfères vivre caché ?

— Ce n'est pas simple de vivre sans les papiers. Mon père, qui est au pays, me conseille tous les jours de faire la demande parce qu'il sait que je suis sérieux et que je travaille dur. Mais il ne sait pas à quel point le risque est gros aujourd'hui.»

Retour dans le vieux immeuble posé quelque part dans le centre-ville de Saint-Denis. Sidi a proposé de repasser deux jours plus tard pour causer avec son colocataire. Moussa est sans papiers comme lui. Sidi prépare un thé dans la cuisine pendant que Moussa raconte son parcours et son désaccord. En France depuis neuf ans, l'agent de sécurité compte faire une demande de régularisation dans les prochaines semaines. Le Malien aime la politique. Il suit les débats (qu'il appelle «bastons») à la télé et à la radio. «Je vois bien que les dirigeants parlent beaucoup de nous, mais je ne peux pas continuer à vivre comme ça. Je veux être comme tout le monde. Je sais que ça ne dérange pas Sidi de se faire petit, mais ce n'est pas dans mon caractère. J'ai de nombreux rêves à réaliser, comme celui de fonder une famille.» Sidi revient dans le petit salon. Il sert le thé sur un petit tabouret multiservice, qui fait aussi table et veilleuse. Il laisse la parole à Moussa. On lui demande :

«— Tu n'as pas peur de recevoir une OQTF ou bien de te faire expulser ? — Je n'ai plus peur aujourd'hui. Ici, j'ai mes amis et mon travail. Ils peuvent me virer, mais ils ne m'empêcheront pas de revenir.»

## carnet

### DÉCÈS

Nice (06)

Ses enfants et sa femme, ont la tristesse d'annoncer le départ de

**Michel ROCHARD**

survenu le mercredi 26 février 2025, à Nice.

Né à Clermont-Ferrand, époux et père aimant, ami fidèle à l'humour malicieux, traducteur passionné par les mots et le partage.

Il reste dans nos cœurs pour toujours.

**Libération**

**Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...**

**Contactez-nous**

**Réservations et insertions**

**la veille de 9h à 10h pour une parution le lendemain**

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne

Forfait 10 lignes :

153 € TTC pour une parution

15,30 € TTC la ligne suppl.

abonnée et associations : **-10 %**

Tél. **01 87 39 80 00**

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnets-libe@teamedia.fr**

Par

**MAÏTÉ DARNIAULT**  
Correspondante à Lyon  
Photos **ANTOINE MERLET. ZEPPELIN**

**A** ses trois enfants, Fouzia a expliqué que «la vie, c'est comme un trajet en bus» : «Et le prochain arrêt, ce sera chez nous.» En attendant, cette Algérienne de 42 ans fait «tout pour bien les encadrer». Et qu'ils «oublient le souvenir de la rue». Il y a quatre ans, elle a posé ses valises dans l'un des cinq centres d'hébergement d'urgence des Grandes Voisines, à Francheville, dans l'ouest cossu de la métropole de Lyon. Proche de la grande forêt du vallon de l'Yzeron, c'est aujourd'hui le plus vaste tiers-lieu «social et solidaire» de France, qui abrite 475 personnes en grande précarité, dont 200 enfants. C'est aussi une zone d'activité économique, d'insertion professionnelle et de pratique artistique; l'adresse d'une salle de spectacle, d'une ludothèque, d'une épicerie sociale, d'un centre de santé et d'un hôtel trois étoiles. Un «petit village», résument ses habitants, ce mercredi de février.

#### «PAS UNE SOLUTION ULTIME»

En 2021, l'ouverture des centres d'hébergement dans la commune de 15 000 habitants avait fait éructer les maires (de droite) du coin. Un jour, devant les ascenseurs, Fouzia a croisé des clients de l'hôtel «qui commentaient en bien» les lieux. Ça l'a «soulagée d'entendre ça». La déco de l'établissement de 27 chambres est raccord avec son nom: le Grand Barnum. Ses couloirs aux murs fuchsia, saturés de tableaux bariolés, donnent sur un bar et un salon où est servi le petit-déjeuner bio et locavore. Hormis la literie et quelques dons d'une marque de design, tout l'ameublement a été chiné et restauré.

Dix personnes y travaillent en contrat d'insertion. «L'objectif, c'est de les former à la technique et au savoir-être, puis de les envoyer en emploi durable», explique leur manager Valentin Pascual. Venu de «l'hôtellerie haut de gamme», il met son «car-

# Près de Lyon, précaires et voisins en tiers-lieu sûr

Dans le plus grand tiers-lieu mixte de France, les Grandes Voisines, qui compte cinq centres d'hébergement d'urgence mais aussi une salle de spectacles, un centre de santé ou encore un hôtel, tous espèrent faire perdurer cet espace après l'occupation temporaire, prévue jusqu'à l'été 2026.

*net d'adresses à disposition des salariés pour la suite». Tiré à quatre épingle, il loue «l'expérience humaine et politique» que lui fait vivre ce «projet barré, audacieux».*

*«Je n'y connaissais rien en insertion, la première chose qu'on me dite, c'est qu'il faudrait faire avec un taux d'absentéisme important. En deux ans d'exploitation, il n'y a eu aucune absence et aucun arrêt maladie.»*

Quatre anciens salariés ont en revanche fêté leur embauche ailleurs.

L'hôtel voit défiler en semaine, moins le week-end, une «clientèle business et des familles quand il y a des événements au parc sportif» de Francheville. Les Grandes Voisines se sont peu à peu imposées dans le paysage. Au rez-de-chaussée, un dédale de bureaux accueille une quarantaine de «porteurs de projets» : «Un tiers d'artisans, un tiers d'artistes et un tiers d'acteurs de l'économie sociale et solidaire», résume Chloé Monin, directrice ad-

jointe de l'Armée du salut à Lyon, gestionnaire du lieu avec le Foyer Notre-Dame des sans-abri et Plateau urbain. En 2020, ces acteurs ont signé une convention d'occupation temporaire avec la métropole de Lyon, l'Etat et les Hospices civils de Lyon (HCL), propriétaires du terrain et du bâti.

Rénové pour loger en priorité des femmes isolées et leurs enfants, le site était auparavant un hôpital gériatrique. Le bâtiment, entouré

d'un parc arboré, est resté en bon état. Les HCL le louent jusqu'en août 2026 à l'Etat, qui assume avec la métropole les frais de fonctionnement, tandis que les porteurs de projets règlent un forfait pour le loyer et les charges. A un coût représentant «un tiers de ce qu'on paierait» dans ce secteur favorisé, se félicitent Marielle Dugard et Laurence Guidoux. Installées depuis 2022 dans l'ancienne pharmacie de l'hôpital, les associées fabriquent



Les hébergements sont destinés en priorité aux femmes isolées et à leurs enfants.



L'association culturelle la Sauce singulière accueille les enfants chaque mercredi.



L'hôtel trois étoiles du Grand Barnum emploie



dix personnes en réinsertion.

des maquettes pour des industriels, des musées ou des urbanistes. Elles «adorent» l'endroit, «humainement incroyable». «Il y a beaucoup de bienveillance, comme dans un lieu en communauté.» Le seul bémol, «qu'il soit temporaire». Un regret que partage Diane, vice-présidente de l'association la Sauce singulière, dédiée aux arts brut et singulier, qui anime des ateliers aux Grandes Voisines.

Ce tiers-lieu est «une autre forme de proposition, pas une solution ultime», estime-t-elle, pointant le «choc des rythmes» qui peut exister entre les exigences institutionnelles et le quotidien des personnes hébergées, des porteurs de projets, des travailleurs sociaux et des acteurs culturels. Dans une grande salle qui donne sur le parvis, la Sauce singulière accueille le mercredi après-midi les enfants, «le plus possible en création libre». Une manière de «penser l'accompagnement d'une autre façon», explique Lola, méditrice culturelle.

Equipés de blouses tachées de peinture, ils sont une dizaine à mettre la touche finale à leurs

masques du carnaval, l'un des temps forts festifs des Grandes Voisines, qui s'est déroulé mardi sous un soleil radieux. Quelques-uns viennent des environs, la majorité vit sur le site. «C'est un endroit qui nous fait avoir plus de solidarité les uns avec les autres», éclaire un garçon d'une dizaine d'années.

#### 2000 CONSULTATIONS MÉDICALES EN 2024

Les enfants de Fouzia participent dès que possible aux activités.

La mère de famille est également référente du centre de santé auprès des femmes hébergées. Elle fait circuler les infos, les encourage à s'approprier les services de ce «pôle de santé solidaire» (PSS). Sur un territoire «embolisé pour l'accès aux soins et pas le plus pourvu en accompagnement social», il s'adresse aux résidentes comme aux personnes précaires des communes proches, explique son coordinateur Nathan Blineau, infirmier.

«En attente de droits» à l'assurance maladie ou «en rupture de soins», elles ont souvent besoin d'être «rassurées dans leur parcours» et

«accompagnées vers l'autonomie». Sorte de «dispensaire qui ne rentre pas dans les cases», le PSS fonctionne grâce à des médecins et des soignants en partie bénévoles. En 2024, près de 2000 consultations ont été réalisées, dont 20% pour des personnes extérieures aux Grandes Voisines.

«Notre volonté, c'est de prolonger l'occupation au-delà de 2026», indique Renaud Payre, vice-président à l'habitat de la métropole de Lyon. C'est un vrai succès conjoint, on a des acteurs convaincus qui nous demandent de leur laisser plus de temps.» La suite dépendra d'une prochaine concertation avec les HCL et la municipalité (Les Républicains) de Francheville. Comme la salle d'attente du PSS, l'agenda culturel est une autre clé du brassage au sein du tiers-lieu. Sa programmatrice, Olivia Duffoux, s'emploie à «trouver des objets artistiques qui peuvent faire le lien» entre les publics, «les faire se rencontrer, au moins s'observer».

Le 24 mars, ExpéKa, trio emmené par la rappeuse Casey, jouera dans la chapelle reconvertie en salle de spectacle. A guichets fermés, avec des places réservées aux résidentes, mais pas que. Le carnaval, lui, a conclu son «défilé du swag» par un bal pour les enfants de Francheville, peu importe leur adresse. ◀



# «Ces endroits ne doivent pas devenir la caution d'un capitalisme excluant»

**Selon l'universitaire Thomas Zanetti, le concept d'urbanisme transitoire peut englober des projets de natures très diverses. Pour qu'ils soient plus justes, il invite à pérenniser les tiers-lieux avec les acteurs qui y ont contribué.**

**Les occupations temporaires offrent un répit, mais de durée limitée...**

Les opérations d'urbanisme transitoire permettent à des activités peu rentables, comme l'hébergement d'urgence ou l'économie sociale et solidaire, d'accéder à des locaux à moindre coût. Mais elles peuvent aussi être vécues difficilement par les occupants, qui ont besoin de temps, de visibilité pour vivre sereinement. La courte durée va pousser à intensifier les usages, dans une logique productiviste. Il faut faire beaucoup avec peu en très peu de temps, il y a un sentiment d'urgence.

Les promoteurs et les collectivités disent souvent qu'il faut ancrer l'occupation temporaire en développant des partenariats avec des entreprises ou le voisinage. On dit aux occupants qu'il faut créer des bénéfices plus larges pour le territoire et à la fois, qu'ils devront

partir dans un ou deux ans. C'est une injonction assez violente.

Il ne faudrait pas que l'urbanisme transitoire, son visage

festif, joyeux, cosmopolite et inclusif devienne la caution d'un capitalisme et de sociétés urbaines de plus en plus profondément inégalitaires et excluantes.

**L'urbanisme transitoire crée de la valeur, comment mieux la partager?**

Il contribue à une rentabilisation du temps, puisqu'il investit les phases d'un projet urbain qui ne sont à la base pas perçues comme productrices de valeur. Et il accompagne des dynamiques de gentrification. Mais c'est dur d'établir un lien clair, scientifique entre l'occupation d'un lieu et la croissance des valeurs foncières et immobilières. Elle va surtout créer de la valeur symbolique, souvent captée par des promoteurs immobiliers, car elle permet de changer positivement l'image d'un site abandonné ou d'un quartier peu fréquenté. Pour la redistribuer, il faudrait peut-être permettre aux occupants de s'implanter plus durablement. Plutôt que de se déplacer ailleurs, ceux qui ont contribué à créer cette valeur pourraient négocier l'usage d'une partie des sites. Un urbanisme transitoire juste serait celui qui pérennise les acteurs qui y ont contribué, à la fois dans l'espace et dans le temps.

Recueilli par M.Da. (à Lyon)



DR

INTERVIEW



LIBÉ.FR

**Congrès PS: Karim Bouamrane appelle les opposants d'Olivier Faure à s'unir**

Alors que les candidatures aux élections internes du parti se multiplient – Hélène Geoffroy, Nicolas Mayer-Rossignol – face au premier secrétaire sortant, en place depuis 2018, le maire de Saint-Ouen plaide pour «une nouvelle donne»... Qu'il n'exclut pas d'incarner. A lire sur notre site. PHOTO RODOLPHE ESCHER

# Produits américains boycottés en France: «Si on est des millions, ça a du poids»

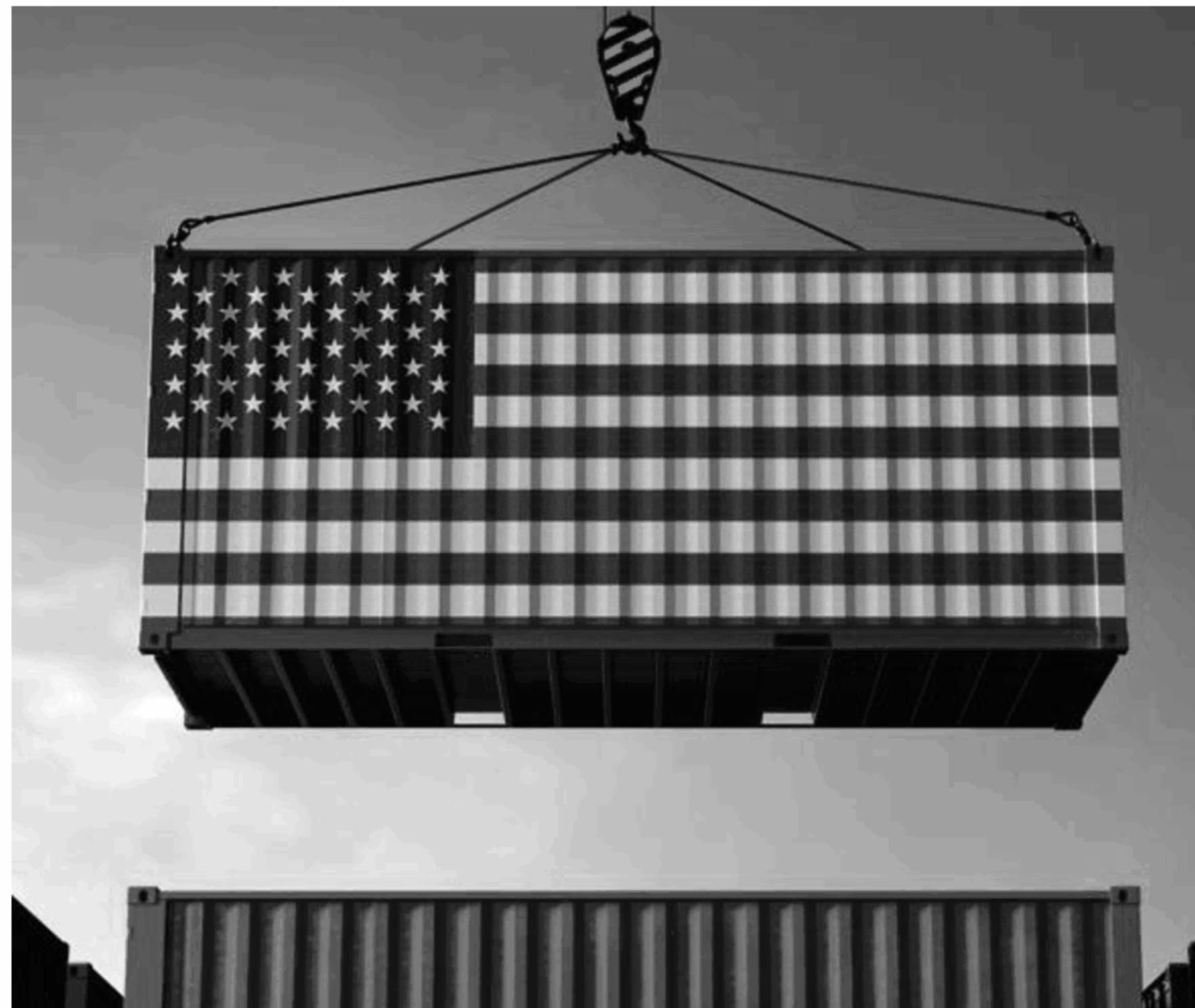
**A l'image du mouvement dans les pays nordiques, des Français veulent se passer des produits et services américains pour protester contre la politique de Trump. Ils sont des milliers à avoir rejoint une page Facebook dédiée ces derniers jours.**

Par  
**JULIETTE DEBORDE**

**A** la pause déjeuner, pour accompagner son sandwich, Jean-Claude Laurent opte désormais pour un jus de pomme. Depuis une quinzaine de jours, le vétérinaire de 65 ans, qui exerce près d'Orléans, a banni le Coca-Cola. Pareil pour le traditionnel McDo du dimanche soir. Pas pour des raisons diététiques, mais politiques: le créateur de l'association Vet4Ukraine a décidé de limiter sa consommation de produits et de services américains pour «faire pression» sur Donald Trump.

«L'élément déclencheur a été quand il a annoncé vouloir baisser l'aide à l'Ukraine», raconte celui qui s'est rendu à sept reprises dans le pays pour des missions de stérilisation et de vaccination de chats et chiens. L'altercation entre le président américain et Volodymyr Zelensky n'a fait que renforcer la détermination du médecin. Il espère qu'un vrai mouvement de boycott émerge en France à l'image de celui initié dans les pays nordiques ces dernières semaines.

L'imposition de droits de douane par les Etats-Unis a aussi entraîné, mardi, des mesures de rétorsion de la part de plusieurs provinces canadiennes qui ont annoncé retirer l'alcool américain de leurs magasins d'Etat, tandis que les producteurs mexicains de tequila ont fait part de leur inquié-



La page Facebook «Boycott USA: Achetez français!» a atteint 8 000 membres. ISKANDAR ZULKARNAEN. GETTY

tude. Si le phénomène est difficile à quantifier, la page Facebook «Boycott USA: Achetez français!», créée la semaine dernière, a enregistré ces dernières heures des milliers d'adhésions, pour atteindre plus de 8 000 membres mercredi.

«Ici, on s'organise pour soutenir l'économie française et européenne en boycottant les produits US.

Priorité au local, au made in France et à notre souveraineté économique», écrivait le 28 février l'administrateur de la page, Edouard Roussez, agriculteur de 33 ans. Dans son visage, d'abord, les marques dont les patrons sont des soutiens assumés ou des membres de l'administration Trump, de Tesla à Airbnb. Olivier, 52 ans, a rejoint

le groupe mardi matin. L'ouvrier autoroutier de Seine-Maritime est décidé à changer ses habitudes de consommation. Il y voit un «acte de résistance»: «Pour Trump, le rapport de force passe par le business», et c'est donc sur ce terrain-là qu'il faut batailler, considère l'ex-militant PS, «pas antiaméricainiste primaire». «Si en tant

que citoyen, on commence à essayer de limiter les produits américains, c'est déjà pas mal. Ce sont des choix individuels, mais si on est des millions, ça a du poids. C'est le pouvoir des fourmis!»

Olivier a encore du mal à voir clair parmi les enseignes à mettre au ban. Pour lui, les associations de consommateurs auraient un rôle à jouer – pour l'instant, elles ne se

sont pas exprimées. Comme lui, ils sont nombreux, sur la page Facebook, à réclamer des listes exhaustives de produits made in USA.

**Ciblage.** Un rapide scroll permet de se rendre compte que le groupe fédère des abonnés aux sensibilités pour le moins diverses: on croise aussi bien des messages patriotiques ponctués d'émojis drapeaux français que des «vive l'Europe», des partages de recettes de lessive maison que des requêtes sur la meilleure alternative à ChatGPT. S'y affichent aussi des collages plus ou moins réussis et fiables de logos, de Disney à Amazon, en passant par Kleenex, Kellogg's, Levi's, ou Pizza Hut.

Dans les commentaires, certains objectent: les dentifrices Colgate sont en fait pro-

ducts en Pologne, Mars possède des usines en Alsace. Sans parler de la question des emplois en France, qui pourraient être menacés en cas de baisse de l'activité. «Ces grands groupes sont infiltrés; c'est le côté pervers, on est pieds et poings liés», juge Olivier. «De toute façon, si Trump ne change pas de politique, ce n'est pas nécessaire que tout le monde arrête tout: 10% de baisse d'activité ferait déjà réfléchir les grosses boîtes.»

Selon Sophie Dubuisson-Quellier, directrice de recherche au CNRS et autrice de la *Consommation engagée* (Presses de Sciences-Po), «il est très compliqué de mesurer l'efficacité économique

d'un boycott, même si en général les acteurs économiques s'en inquiètent». Pour la sociologue, «la force d'un boycott, c'est surtout l'appel au boycott en lui-même, et tout ce qu'il représente en termes de réputation, de perte de capital sympathie». Dans ce cas précis, «le ciblage des Etats-Unis est énorme, car leurs produits sont très présents. En appelant au boycott, on considère que les Etats-Unis ne sont plus fréquentables».

**Dépendance.** L'omniprésence des multinationales américaines rend la mise en œuvre du boycott d'autant plus difficile, faute d'alternatives facile d'accès. Jean-Claude Laurent s'est vite rendu compte de sa dépendance à certains services: le vétérinaire est passé à Qwant pour ses recherches sur le Web, mais utilise toujours d'autres outils de Google. Olivier compte lui aussi changer rapidement de moteur de recherche et «va commencer à regarder sérieusement» pour remplacer les autres plateformes, même si «ça nécessite un effort»: «Il faut vraiment le vouloir, mais l'enjeu est supérieur.»

Il pourra piocher dans les options européennes ou françaises proposées par le créateur de «Boycott USA» sur sa page: Mappy plutôt que Waze, Qobuz plutôt que Whatsapp, Cdiscount plutôt qu'Amazon. Dans un post, une utilisatrice dit avoir téléchargé Mastodon, mais déplore l'absence de groupes de discussion sur le même format que ceux de Facebook. Jean-Claude Laurent, lui, n'a pas de scrupule à utiliser le réseau de Mark Zuckerberg (présent à la cérémonie d'investiture du 47<sup>e</sup> président) pour sa force de frappe: «C'est bien de passer à des réseaux alternatifs, mais si on est qu'entre vaincus, ça ne sert à rien, tranche le vétérinaire. Ça ne me dérange pas d'utiliser l'arme de l'adversaire pour la retourner contre lui!»

**L'HISTOIRE DU JOUR**



LIBÉ.FR

## Préhistoire : des outils en os d'animaux taillés par nos ancêtres et vieux de 1,5 million d'années trouvés en Tanzanie

Un article publié mercredi dans la revue *Nature* révèle que la taille et l'utilisation de ces artefacts faits avec des ossements d'hippopotames et d'éléphants sont bien plus anciennes que nous le soupçonnions. A lire sur notre site. PHOTO CSIC

**«Ils sont en train de mourir à petit feu et nous sommes impuissants.»**

**NOÉMIE KOHLER**  
Sœur de Cécile Kohler,  
détenue en Iran



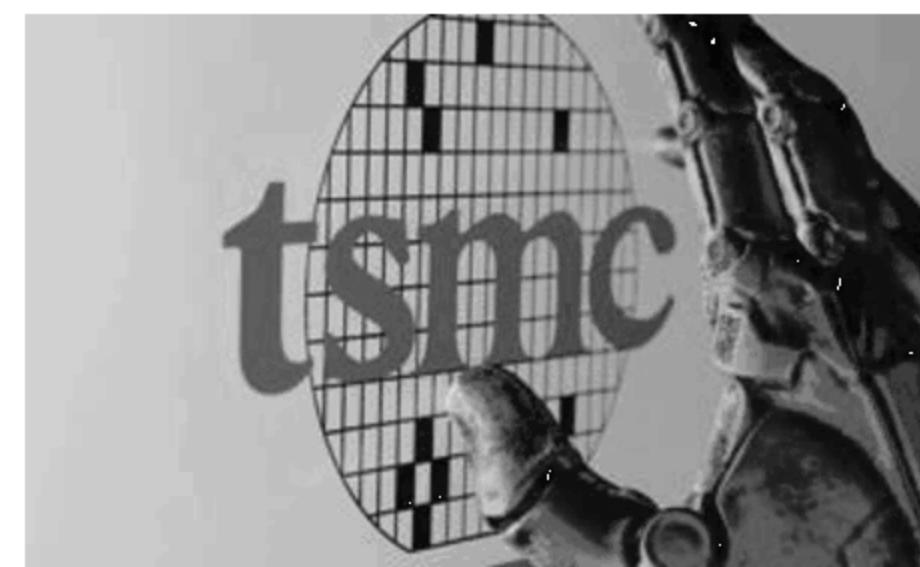
DR

Cécile Kohler, 40 ans, Jacques Paris, 71 ans, et Olivier Grondeau, 34 ans, sont emprisonnés en Iran depuis 2022. Leurs proches, auditionnés au Sénat mercredi, ont livré leurs inquiétudes. La sœur de l'une des détenus a déploré les «conditions inhumaines» de leur détention. «Jacques Paris est sans doute celui des trois otages sur lequel s'abat l'acharnement le plus dur. Il a 71 ans, dort sur des couvertures», a raconté Noémie Kohler, qui a pu le voir, ainsi que sa sœur, lors d'un appel en visio le 19 février. Le couple, arrêté en mai 2022, est accusé d'«espionnage» et incarcéré dans la sinistre «section 209» de la prison d'Evin, où les détenus sont à l'isolement. «Ma sœur nous a dit : «Je me suis battue, mais je n'ai plus la force, c'est trop dur, c'est trop long, on ne sortira jamais», a-t-elle ajouté. Un ancien otage, Louis Arnaud, libéré en juin après près de deux ans d'emprisonnement, a appelé à une «réponse forte et coordonnée au niveau européen» face à la «diplomatie des otages» pratiquée par Téhéran. L'Iran détient plusieurs Européens ou binationaux, qualifiés d'«otages d'Etat» par les chancelleries occidentales. (avec AFP)

## «Chips Act»: Trump s'en prend au secteur des semi-conducteurs

Tirer un trait sur les aides au très stratégique secteur des semi-conducteurs. Lors de son discours au Congrès mardi 4 mars, Donald Trump a demandé au président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, d'annuler le «Chips Act». Cette loi bipartisane signée en août 2022 par Joe Biden vise à accorder 52,7 milliards de subventions pour la fabrication et la production de puces et de composants aux Etats-Unis. Elle prévoit également des autorisations de prêts du gouvernement à hauteur de 75 milliards de dollars.

«Votre Chips Act est une chose horrible, horrible, a déclaré Trump avec le sens de la mesure et de l'exactitude qui le caractérise. Nous donnons des centaines de milliards de dollars et cela ne sert à rien [...]. Nous n'avons pas besoin de leur donner de l'argent.» En signant cette loi, Biden se lançait dans une guerre technologique sur fond de rivalités croissantes avec les Chinois. Il ambitionnait de faire venir des industriels étrangers sur le sol américain et de bâtir des «gigafab» (des immenses usines ultramoderne). A terme, les Etats-Unis



TSMC a fortement investi en Arizona. PHOTO REUTERS

devaient se faire une place de choix au sein cette industrie de pointe qui requiert une technologie et une logistique complexes via des centaines d'opérations précises. Celle-ci est maîtrisée par une poignée d'industriels interdépendants, dont la majorité était alors basée en Asie, essentiellement à Taiwan, et dans une moindre mesure en Corée et en Chine. Le Chips Act est censé renforcer la sécurité nationale. Et réduire la trop grande dépendance des Etats-Unis à des chaînes de production et de fabrication installées en Asie. Sous l'administration Biden, cinq entreprises mondiales de semi-conducteurs de

pointe avaient été convaincues d'implanter des usines aux Etats-Unis grâce à des subventions publiques. Deux mastodontes notamment : le sud-coréen Samsung et le taïwanais Taiwan Semiconductor Manufacturing Co (TSMC) qui règnent sur le marché haut de gamme des 5 nanos et moins - les puces les plus performantes, cruciales notamment pour l'IA. L'un et l'autre ont démarqué des chantiers colossaux, respectivement au Texas et dans l'Arizona. Au cours des dernières semaines de l'administration Biden, le département du Commerce avait finalisé plus de 33 milliards de dollars de subventions, dont 4,745 milliards de dollars pour Samsung Electronics et 6,6 milliards de dollars pour TSMC. Mais ce programme semble compromis. Comme l'indiquait Reuters mercredi, un tiers du personnel chargé de superviser les 39 milliards de dollars de subventions accordées aux fabricants de puces au ministère américain du Commerce a été licencié. Le discours de Trump est intervenu au lendemain de l'annonce par TSMC d'un investissement supplémentaire d'au moins 100 milliards de dollars sur quatre ans pour la construction de cinq nouveaux sites en Arizona. Elu démocrate à la Chambre des représentants, Greg Stanton a estimé mercredi que les commentaires de Trump étaient une «attaqu directe contre l'industrie des semi-conducteurs de l'Arizona et les dizaines de milliers de travailleurs de l'Arizona». Il a ajouté que l'investissement de 100 milliards de dollars signé par TSMC n'aurait pas eu lieu sans la loi.

**ARNAUD VAULERIN**

A lire en intégralité sur Libé.fr

## La proposition de loi contre le narcotrafic étrillée pour «atteinte au droit de la défense»

Alors que la proposition de loi «visant à sortir la France du piège du narcotrafic», votée à l'unanimité au Sénat début février et défendue mordicus par les ministres de l'Intérieur et de la Justice Bruno Retailleau et Gérald Darmanin, est arrivée à l'Assemblée cette semaine, le président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), Jean-Marie Burguburu, se fend d'une lettre d'alerte. Si l'autorité administrative indépendante «partage pleinement l'objectif de lutte contre le trafic de stupéfiants poursuivi par ce texte, elle estime toutefois qu'il est fondamental

de conduire cette lutte dans le respect de l'Etat de droit». Selon son président, la proposition de loi «porte des atteintes et entraves aux droits de la défense». Certaines prérogatives que confère le texte au pouvoir exécutif comportent des risques «particulièrement attentatoires aux droits», développe-t-il.

Jean-Marie Burguburu alarme sur la possibilité de recours aux drones de surveillance qui permettrait «en cas d'incident grave touchant à l'ordre» de capturer des images à l'intérieur des cellules, ce qui constitue «un risque d'inconstitutionnalité».

**INFO LIBÉ**

Dans sa lettre, il soulève également que «l'allongement des délais de détention provisoire délictuels pour certaines infractions, tel que prévu par l'article 23 de cette proposition de loi, ne saurait être envisageable dans le contexte de surpopulation carcérale systémique sur l'ensemble de notre territoire, touchant tout particulièrement les maisons d'arrêt». Au 1<sup>er</sup> février, celles-ci étaient remplies à 158,9% de leur capacité (contre 130,8% pour l'ensemble des établissements). Le président de la CNCDH déplore des manques dans le texte, sur les

moyens, le volet de prévention et de protection sanitaire et sociale.

A l'inverse, la proposition de loi contre le narcotrafic choisit une approche répressive en ce qu'elle permet «une expulsion facilitée d'un logement social [ce qui] pourra aggraver les situations de précarité et de vulnérabilité préexistantes», s'inquiète le président de l'autorité administrative indépendante. Par ailleurs, «un volet de protection des victimes du trafic de stupéfiants, en particulier des mineurs, fait défaut».

**FABIEN LEBOUCH**

A lire en intégralité sur Libé.fr

## Garcinia cambogia

C'est le nom scientifique du tamarinier de Malabar, une plante subtropicale et tropicale aux préputées propriétés amaigrissantes, au sujet de laquelle l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a lancé mercredi une alerte. Dans sa notification, l'instance alerte sur la consommation de compléments alimentaires à base de tamarinier de Malabar, notant à la fois que leur effet n'était pas démontré, mais surtout que leur ingestion pouvait être à l'origine «d'effets indésirables sévères», notamment des hépatites aiguës, y compris chez des personnes n'ayant aucun antécédent. L'Agence nationale de sécurité du médicament avait déjà interdit la prescription et la délivrance de médicaments à base de *Garcinia cambogia* en 2012.



LIBÉ.FR

**Trente ans après le génocide des Tutsis, l'un des meurtriers de la reine du Rwanda capturé en RDC**  
Une arrestation lors de la prise de Goma par les rebelles a remué le passé meutrier de ce leader d'une milice hutue dans l'est du Congo. Il a été livré samedi aux autorités rwandaises et devrait être renvoyé devant la justice. PHOTO AFP

# Au procès du financement libyen, une villa et un paquet de sociétés offshore

**La vente d'une maison sur la Côte d'Azur à un fonds souverain libyen a permis de dégager plusieurs millions d'euros, dont l'accusation soupçonne qu'ils ont alimenté un intermédiaire proche de Sarkozy, Alexandre Djouhri, via un montage financier complexe.**

Par  
**LAURENT LÉGER**

**L**e banc des prévenus s'est éclairci, restent les hommes de l'ombre. En l'absence de Nicolas Sarkozy et de son aréopage – avocats, communicants, officiers de sécurité –, le procès du financement libyen éventuel de sa campagne présidentielle de 2007 aborde une nouvelle phase. Depuis lundi, le tribunal se penche sur une opération immobilière suspectée d'avoir rapporté plusieurs millions d'euros à un proche de Nicolas Sarkozy, le sulfureux Alexandre Djouhri, des fonds en provenance de Tripoli. L'accusation voit en lui l'un des architectes du financement secret dont auraient bénéficié les sarkozystes.

Ces derniers jours, désormais au centre de l'audience qui se tient au tribunal judiciaire de Paris, Djouhri arbore des souliers bien cirés et une cravate noire qui le rhabillent en homme d'affaires respectable. Le sujet désormais, c'est cette villa de Mougins (Alpes-Maritimes) détenue par une cascade de sociétés offshore, dont l'accusation estime qu'elle lui appartenait, et dont la vente à un prix largement sur-évalué à un fonds souverain de Tripoli aurait – notamment – permis de dégager 500 000 euros versés à Claude Guéant. Sous couvert de la vente de ses tableaux

flamands, que personne n'a jamais vus chez lui, l'alors secrétaire général de l'Elysée aurait bénéficié de cette somme juste à temps pour boucler l'achat d'un appartement – l'accusation estime qu'il s'agit d'un cadeau corruptif versé par le régime libyen du colonel Kadhafi.

**«Evidence».** Le tribunal a prévenu d'emblée : il essaiera de «faire clair», sinon «on risque de se perdre un peu». Littote. Les juges plongent direct dans un embrouillamin de sociétés offshore et dans le secret des cabinets fiduciaires de Suisse ou de Panama, où sont fabriquées des coquilles servant d'écran de fumée. Pour en créer une afin de masquer le véritable propriétaire de la villa, Bedux, relate l'assesseur d'une voix neutre, il fallait un prénom : c'est la femme de ménage de la fiduciaire qui a signé les papiers.

La fameuse propriété, dans un état «calamiteux», était lestée d'un passif fiscal de quelque 1,4 million d'euros – des traces d'interventions au sommet pour arranger le dossier ont été retrouvées : une note signée par Brice Hortefeux, puis des fax reçus par Claude Guéant à l'Elysée. «J'ai appris l'existence de cette villa par la presse, jamais M. Djouhri ne m'a parlé d'un quelconque litige fiscal», répond l'ex-bras droit de Sarkozy, appelé à la barre mercredi.

Après Guéant l'amnésique, au tour de Djouhri le boni-

**«[Le] papa a fait ma carrière, [le] fils vient me poignarder dans le dos. J'ai tout pris sur moi.»**

**Wahib Nacer** ex-cadre au Crédit agricole Indosuez à Genève



Alexandre Djouhri lors de la première semaine du procès, le 6 janvier à Paris. PHOTO DENIS ALLARD

menteur. Si l'on suit ses explications, si son nom apparaît comme le propriétaire du bien acquis auprès de la fille du célèbre marchand d'armes Adnan Khashoggi, c'est qu'il était «le prénom total», clame-t-il, d'un bon «ami» à lui, dont l'identité doit rester soigneusement secrète. «J'avais fait une visite avec le vrai propriétaire, un Suisse. C'était le grand-père d'une famille nombreuse. Il ne voulait pas qu'on sache que la villa était pour sa compagne, il était marié.» Mais il admet que cet «ami» ne lui a même pas parlé du litige fiscal. Etonnant. Personne n'a jamais vu ce grand-père ni sa compagne, mais bon.

Plusieurs témoignages affirment, en tout cas, que Djouhri était lui-même le propriétaire des lieux avant que les Libyens ne l'achètent, et divers documents liés à la villa portent son paraphe. De quoi déduire qu'il a été le responsable de la vente à Béchir Saleh, alors directeur de ca-

binet du colonel Kadhafi et patron du fonds libyen – un autre de ses amis, aujourd'hui en fuite. Titillé par le PNF, qui trouve ubuesque qu'il continue à nier «l'évidence» sur l'identité du vrai propriétaire, Djouhri répond vertement : «C'est votre évidence, pas la mienne.» Le tribunal devra dire s'il a perçu le prix de 10 millions d'euros, pour un bien valorisé... à 822 000 euros quelques années auparavant (une valeur contestée par la défense).

**Sanglot.** Un autre protagoniste de l'opération est lui aussi prévenu. Discret monsieur de 80 ans, Wahib Nacer est un ancien cadre du Crédit agricole Indosuez de Genève. Dans l'enquête, il a été prouvé qu'en expert des montages financiers, il effectuait des virements ou tirait des sommes en cash depuis les comptes grassement garnis de deux cousins, Khaled et Ahmed Bugshan, dont la famille est dotée de l'une des plus grandes fortunes d'Ara-

bie Saoudite. Le patriarche avait été décoré par Jacques Chirac et, dans une affaire concernant les ventes d'armes signées en 1993 avec le royaume saoudien, le suspect a affirmé que les Bugshan avaient pu financer le clan chiraquien.

En tout cas, les juges d'instruction ont suggéré que leurs comptes bancaires ont servi de «coffre-fort» à des opérations financières obscures pour le compte d'Alexandre Djouhri. De l'un de ces comptes est parti le fameux virement de 500 000 euros à destination de Claude Guéant, via la Malaisie.

L'un des deux industriels saoudiens, lui aussi jugé, a fait le déplacement. Fine moustache et jean fatigué, Ahmed Salem Bugshan, qui pèse 1,5 milliard d'euros, réfute à la barre avoir autorisé Wahib Nacer à virer plusieurs de ses millions à Djouhri. Son nom a été inscrit sur des papiers de sociétés, faisant de lui, un temps,

le détenteur de la villa. «J'ai été abusé. Si l'affaire n'avait pas éclaté, je n'aurais jamais su que j'avais eu une maison à Mougins.»

A la barre, Wahib Nacer étrangle un sanglot. On lui reproche d'avoir piqué dans la caisse, d'avoir signé à tire-larigot des papiers dans le dos des milliardaires saoudiens, il se récrie. «[Le] papa a fait ma carrière, [le] fils vient me poignarder dans le dos parce qu'il a peur que son gouvernement lui reproche d'avoir fait des affaires avec des Libyens. J'ai tout pris sur moi, il pouvait contrôler son compte s'il le voulait.» Signait-il des ordres de transfert de fonds au nom de la banque, en son nom, au nom des clients, avec leur assentiment? Le tribunal va ramer pour trancher dans ce mélange. Mais pour le financier, c'est simple : «J'interviens au nom de la banque pour le client, Genève c'est petit, tout le monde sait que je suis dans la banque.» Si tout le monde le sait... ◆

## Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire ; Société anonyme (SA) 395 € HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197 € HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141 € HT - Société en nom collectif (SNC) 218 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147 € HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123 € HT. CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237 € HT).

### Avis divers

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté - Égalité - Fraternité

PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

### RAPPEL - AVIS D'INFORMATION PRÉALABLE À L'OUVERTURE DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Une participation du public par voie électronique est organisée pendant 30 jours consécutifs, du 4 mars 2025 au 3 avril 2025 inclus, concernant le projet construction du Campus hospitalo-universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord (CHUSOGPN) sis 23 avenue du Capitaine Glarner à Saint-Ouen-sur-Seine (93400).

Elle sera ouverte en mairie de Saint-Ouen-sur-Seine (93400) dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Pendant toute la durée de la participation du public, le dossier concernant ce projet sera tenu à la disposition du public à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/ppve-chu-saintouen> au plus tard à la date d'ouverture de la participation du public par voie électronique, soit le 4 mars 2025, à 8h00.

Le dossier sera également consultable, sur demande, sur support papier, auprès de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, bureau de l'environnement, située 1, esplanade Jean Moulin, 93007 Bobigny cedex.

Le public peut formuler des observations et propositions pendant toute la durée de la participation :

- sur un registre dématérialisé et sécurisé du site dédié à l'enquête à l'adresse suivante :
- <https://www.registre-numerique.fr/ppve-chu-saintouen>
- par courriel à l'adresse suivante : [ppve-chu-saintouen@mail.registre-numerique.fr](mailto:ppve-chu-saintouen@mail.registre-numerique.fr)

Toute information relative au projet peut être demandée auprès du maître d'ouvrage, l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, 55 boulevard Diderot - CS22305 - 75610 PARIS CEDEX auprès de Monsieur Jean-Baptiste HAGENMULLER, directeur délégué, direction générale, jean-baptiste.hagenmuller@aphp.fr et/ou de l'université Paris Cité, Monsieur Ronan LE BAUT, DGSA Développement Immobilier des Sites, Direction Générale des Services, 85 boulevard Saint-Germain - 75006 Paris, ronan.le-baut@u-paris.fr

Les observations et propositions qui ne sont pas transmises par voie électronique ou qui sont adressées à l'issue de la période de participation, à savoir après le 3 avril 2025, ne sont pas prises en considération.

Conformément au II de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement, le projet d'arrêté préfectoral ne pourra pas être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public. Sauf en cas d'absence d'observations et de propositions, ce délai ne pourra être inférieur à 4 jours à compter de la date de clôture de la consultation.

Au terme de la participation du public par voie électronique, il sera statué par arrêté du préfet de la Seine-Saint-Denis sur la demande présentée par l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris et le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

À l'issue de la participation du public par voie électronique, une synthèse des observations et propositions déposées par le public, mentionnant les réponses et, le cas échéant, les évolutions proposées par le maître d'ouvrage pour tenir compte des observations et propositions du public, est rédigée par le service politiques et police de l'eau de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) de la Seine-Saint-Denis. Cette synthèse sera publiée sur le site dédié à la participation du public par voie électronique et sur le site internet de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, pendant une durée d'au minimum 3 mois.

La décision d'autorisation ou de refus d'autorisation environnementale sera prise par arrêté du préfet de la Seine-Saint-Denis, préfecture de la Seine-Saint-Denis - direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial - bureau de l'environnement, 1 esplanade Jean Moulin - 93007 BOBIGNY CEDEX.

Le présent avis est consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le département de Seine-Saint-Denis à l'adresse suivante : <https://www.seine-saint-denis.gouv.fr/ACTIONS-DE-L-ETAT/Environnement-paysages-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite/2-EAU/Enquetes-et-consultations-du-public-en-cours/Dossiers-Loi-sur-l-eau/Participation-du-public-par-voie-electronique>

EP 25-112 / contact@publilegal.fr

## 75 PARIS

### Divers société

CFCASociété d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes24, avenue de Bâle 68300 SAINT-LOUSTEL.  
03.89.69.21.87saint-louis@cfcfa.eu

PT21 SOLUTIONS Société par actions simplifiée au capital de 30 000 euros Siège social : 34, boulevard des Italiens 75009 PARIS 891 931 891 RCS PARIS Par décision du 20.12.2024, l'associé unique a nommé la société NORME AUDIT SAS, siège 9 B avenue Valparc 68440 HABSHEIM, en qualité de Commissaire aux comptes. Pour avis, le Président.

**Libération**  
est habilité  
pour toutes  
**VOS ANNONCES  
LÉGALES**  
sur les  
départements  
75 93 94

### Répertoire

annonces@teamedia.fr  
01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

### MUSIQUE

#### Disquaire achète au meilleur Prix

#### DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock  
Musique Classique  
Métal - Punk  
Soul - Funk - House  
World  
(Afrique, Antilles, Maghreb)  
Reggae - Hip Hop

#### Gros Stocks et Collections

#### Contactez-nous 07 69 90 54 24

#### MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -  
Amplis - Cellules - DJ  
Jeux Vidéos - Consoles

#### Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

#### Réponse très rapide PAIEMENT CASH



[www.liberation.fr](http://www.liberation.fr)  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 88 47 98 80  
contact@liberation.fr

**Édité par la SARL**  
**Libération**  
SARL au capital  
de 23 243 662 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

**Principal actionnaire**  
Presse Indépendante SAS

**Cogérants**  
Dov Alfon,  
Amandine Bascoul-Romeu

**Directeur de la publication**  
Dov Alfon

**Directeur de la rédaction**  
Dov Alfon

**Directeur délégué  
de la rédaction**  
Paul Quinio

**Directrices adjointes  
de la rédaction**  
Stéphanie Aubert,  
Lauren Provost,  
Alexandra Schwartzbrod

**Directeur artistique**  
Nicolas Valoteau

**Rédacteurs en chef**  
Michel Becquembois  
(spéciaux),  
Laure Bretton,  
Gilles Dhers (pilotes web),  
Christian Losson  
(enquête),  
Eve Roger (actu)

**Rédacteurs en chef adjoints**  
Lilian Alemagna (France),  
Anne-Laure Barret  
(environnement),  
Lionel Charrier (photo),  
Cécile Daumas (L.),  
Sonia Delesalle-Stolper  
(monde), Fabrice Drouzy  
(suppléments),  
Yoann Duval (forums),  
Matthieu Ecoiffier (idées),  
Quentin Girard  
(modes de vie),  
Cédric Mathiot  
(checknews),  
Camélia Paugam (actu),  
Didier Péron (culture)

**ABONNEMENTS**  
Site : [abo.liberation.fr](http://abo.liberation.fr)  
[abonnement@liberation.fr](mailto:abonnement@liberation.fr)  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

**PUBLICITÉ**  
Libé plus  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
[publicite@liberation.fr](mailto:publicite@liberation.fr)

**PETITES ANNONCES  
& CARNET**  
10, bd de Grenelle  
75015 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
[annonces@teamedia.fr](mailto:annonces@teamedia.fr)

**IMPRESSION**  
Midi Print (Gallargues),  
POP (La Courneuve),  
Nancy Print (Jarville),  
CILA (Héric)

Imprimé en France

**ACPM**  
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.  
CPPAP: 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France

Taux de fibres recyclées :

100 % Papier détenteur de

l'Eco-label européen

N° FI/37/01

Indicateur  
d'eutrophisation:  
PTot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du  
journal ne saurait être  
engagée en cas de non-  
restitution de documents.  
Pour joindre un journaliste  
par mail : initiale du  
prénom.nom@liberation.fr

## SUDOKU 5494 MOYEN

4	7	1		9			6
	2		6		1	5	
			1			7	8
				2	5		
2	4	5		8		1	9
			8				
3	2			5			
6	8		1	3	7		
1			4		6	2	3



Solutions des  
grilles précédentes

MOYEN

7	1	2	5	4	8	9	6	3
3	6	4	1	2	9	7	8	5
8	5	9	6	3	7	1	2	4
4	9	3	7	5	2	8	1	6
5	2	1	8	9	6	4	3	7
6	8	7	3	1	4	2	5	9
9	3	5	2	7	1	6	4	8
1	4	6	9	8	3	5	7	2
2	7	8	4	6	5	3	9	1

## SUDOKU 5494 DIFFICILE

9		4					8
			6		9	1	
	8	5	1	2			
8		9		3			
3		6	2	8			9
		7		5	8		
2	8		9	4			
7	5	3				</td	

# IDÉES /

# Sonia Bompastor

## «La mixité existe à l'école, pourquoi elle ne pourrait pas exister dans le football?»

**L'ex-milieu défensive et ancienne capitaine de l'équipe de France se raconte dans son autobiographie «Une vie de foot», sorte de fresque à la première personne sur la récente histoire du foot joué par les femmes.**

Recueilli par  
**ROMAIN MÉTAIRIE**  
Photo  
**WENDY HUYHN**

**L**a lutte contre le patriarcat en crampons. Sonia Bompastor est la première femme à avoir remporté la Ligue des champions en tant que joueuse et entraîneure. A chaque fois avec l'Olympique lyonnais (OL). A 44 ans, 156 capes avec les Bleues qu'elle ne nie pas vouloir diriger un jour si l'occasion se présente, elle est l'un des visages du paysage féminin du foot en France. Son parcours de fille d'immigrés portugais, de ses premiers contacts avec le ballon à 6 ans, jusqu'au banc du club anglais de Chelsea, qu'elle retrace dans son autobiographie *Une vie de foot* (éditions Arthaud) en collaboration avec Farid Haroud, est aussi un récit historique sur le foot en France. Un témoignage fouillé, cathartique, sur la lente et laborieuse professionnalisation

### INTERVIEW

d'une discipline régie par les hommes et empreinte de sexismes, mais aussi sur les luttes incessantes entreprises par les joueuses pour le rendre accessible à toutes.

**A travers votre parcours, le foot joué par les femmes apparaît comme un éternel combat, qui nécessite de démonter un à un tous les leviers patriarcaux qui prévalent dans ce sport...**

C'est marrant parce qu'une fois que je me suis racontée dans le livre, que les gens ont pris connaissance de mon vécu, c'est le sentiment qu'ils ont : que depuis toute petite, il y a eu énormément de combats, beaucoup de barrières, et que ça a été mon quotidien. Moi, je ne l'ai pas vécu comme ça, mais, c'est la réalité. Quelque part, c'est ce qui a forgé mon caractère, ma personnalité.

**Le maillot revient constamment au cours de votre récit. On le perçoit comme un objet d'émancipation, qui dit quelque chose de l'évolution du foot joué par les femmes dans la société...**

Le maillot symbolise un peu l'évolution de la discipline. Quand je décris la scène dans le vestiaire en demi-finale de Ligue des champions face à Arsenal, c'est lunaire : Jean-Michel Aulas [le président de l'OL, ndlr] ne comprend pas pourquoi les joueuses ne changent pas leurs tenues trempées à la mi-temps, avant de réaliser qu'elles n'en ont qu'une. On est à l'OL, mais il y avait des personnes à différents

étages du club qui n'avaient pas la manière de procéder pour les hommes et pour les femmes. Je ne comprends pas qu'on se dise il y a tant de budget pour les hommes, tant pour les femmes. Encore une fois, c'est de la discrimination.

**Dans cette séquence-là, le grand public doit penser qu'à l'OL, ce genre de problème ne pouvait pas exister...**

De l'extérieur, la machine olympique lyonnaise, elle fait rêver. Les gens n'ont pas ces petits détails du quotidien à l'intérieur. Ils s'imaginent. Et quand on parle de l'Olympique lyonnais, forcément, on voit des choses très positives, très belles. La réalité du foot au quotidien, il a fallu la construire.

**Vous racontez votre relation avec deux grands présidents de l'époque, Louis Nicollin et Jean-Michel Aulas. Votre récit laisse transparaître leurs mauvais côtés, mais ils font avancer le foot au féminin...**

Ce sont deux personnages, des monstres dans le football en général, pas que dans le football féminin. Des personnes qui, à un moment donné, sont dans l'excès. Et quand elles le sont, elles peuvent l'être de manière positive ou négative. Tout au long des moments qu'on a pu passer ensemble, j'ai toujours senti de la bienveillance et la volonté d'aider les femmes dans leur combat au quotidien, dans la société, mais aussi dans le développement du football féminin. C'est surtout ça que je retiens.



**On voit à travers l'épisode Bruno Bini (dont les méthodes managériales étaient contestées chez les Bleues) à quel point, dans le milieu du foot, ses instances sont sclérosées, incapables de se remettre en question...**

A partir du moment où il y a une dimension politique, les valeurs d'honnêteté, de franchise explosent. Ce sont des choses que j'ai du mal à comprendre, parce que je ne fonctionne pas comme ça. Quand je fais face à Noël le Graët (président de la FFF à l'époque), que je lui exprime la volonté d'avoir en équipe de France le même niveau de considération qu'à Lyon, je fais face à une personne qui est très satisfaite de l'image renvoyée par la sélection. On est à l'époque de l'incident de Knysna. On est sur deux planètes complètement différentes. Et ça

m'agace, parce qu'on n'a pas le même traitement. Si la même situation était advenue chez les hommes, ça ne se serait pas passé pareil. **Une situation comme celle-ci pourrait-elle encore se produire aujourd'hui ?**

Ce serait probablement un peu différent, parce que la couverture médiatique est plus importante.

**Vous avez commencé le football en 1986. Cela fait quarante ans que vous côtoyez ce milieu. Comment l'imaginez-vous dans les quarante prochaines années ?**

C'est loin ! [Elle rit]. J'espère, en tout cas, que le sport déjà, pas que le football, devienne un sujet un peu plus central dans la société française. Quand on prend l'exemple des JO de l'été dernier à Paris, ça a été un moment magnifique. Ser-

Sonia Bompastor,  
au Chelsea FC Cobham  
Training Ground,  
le 25 février.

**Les audiences des deux derniers rassemblements des Bleues n'étaient pas bonnes. Après les avancées, on sent une stagnation. Comment relancer la machine ?**

Quand vous étudiez d'un peu plus près l'histoire du foot féminin, il y a toujours eu des hauts et des bas, des pics et des périodes plus creuses. Il y a assez de messages positifs dans le football féminin pour faire en sorte que les gens s'identifient, qu'ils s'intéressent, qu'ils puissent être fidélisés. Ça passe par le fait d'avoir des résultats, de proposer des retransmissions à des horaires plus adaptés. Maintenant, ça reste aussi une question d'argent, de budget. Il faut avoir des personnes qui y croient, et qui soient assez courageuses pour investir. Il y a plein d'idées sur lesquelles on peut agir. **Comme quoi ?**

Dernièrement, il y a eu quelques évolutions très positives dans le statut. Aujourd'hui, toutes les joueuses qui évoluent en première division en France sont professionnelles. Le championnat s'est professionnalisé sous l'impulsion de Jean-Michel Aulas qui travaille aujourd'hui sur le développement du foot féminin à la FFF. Il faudrait qu'il y ait de plus en plus de clubs qui investissent encore plus pour offrir de meilleures conditions : des infrastructures, de meilleurs stades pour pouvoir attirer plus de monde et faire en sorte que les gens s'intéressent à un produit de qualité.

**Au centre de formation de l'OL, on suit votre combat pour que les filles disposent des mêmes équipements, et participent aux mêmes entraînements que les garçons...**

Ce qui me mettait vraiment en colère, c'est que dans la vie de tous les jours, les enfants vont à l'école ensemble, donc cette mixité existe. Pourquoi elle ne pourrait pas exister dans le football ? C'est juste une question de mentalité, d'état d'esprit, de barrières que certaines personnes s'imposent. Ce n'est pas à nous de nous adapter à ces personnes-là, c'est à elles d'arrêter d'avoir cette manière de réfléchir. Il faut avancer et vivre avec l'évolution de notre société. Ça me révoltait de voir que certaines situations d'in-

**«On est en demi-finale de Ligue des champions, et Jean-Michel Aulas ne comprend pas pourquoi les joueuses ne changent pas leurs tenues trempées à la mi-temps. Avant de réaliser qu'elles n'en ont qu'une.»**

égalité pouvaient encore être présentes, alors qu'il y avait tout pour que ça se passe autrement. Quand je raconte l'anecdote de la cantine, où on me dit : «*Sonia, les filles ne peuvent pas manger avec les garçons parce que ça les excite.*» [Elle soupire]. Je n'ai même pas les mots. On est à l'époque des Cro-Magnon pour ne serait-ce que réfléchir comme ça. **Une partie du livre est consacrée à votre relation avec Camille Abily (ex-attaquante de l'équipe de France, actuelle adjointe de Bompastor à Chelsea), que vous avez tue pendant treize ans. Outre le dire à vos familles, on comprend qu'il était presque plus dur de l'avouer à vos amies. Hoda Lattaf par exemple...**

Oui, c'est compliqué parce qu'il y a plusieurs périodes. La première, c'est l'acceptation par soi-même. La moins évidente. Et après, c'est presque la société qui nous obligeait à nous mettre dans une position de mensonge, parce que les questions qu'on se posait, c'est : «Ça va être quoi le regard des autres ?» C'est cette peur du jugement et de l'acceptation par l'autre qui a fait qu'à un moment donné, on s'est enfermées dans ce mensonge. C'est difficile, parce qu'à partir du moment où vous

avez menti dès le départ et que vous êtes enfoncé dans ce mensonge, plus vous attendez et plus il est difficile de remonter à la surface, de tout révéler. D'ailleurs, c'est tellement difficile que quand vous regardez la manière dont je révèle les choses, c'est un gros pavé. J'arrive, je le pose, et une fois qu'il est posé, je me casse. Parce que je suis encore. Parce que c'est un sujet qui n'est pas naturel, quelque chose qui n'est pas simple à porter.

**A quel point le fléau de l'homophobie est-il ancré dans le milieu du foot joué par les femmes ?**

Ce n'est pas forcément un souci. On sait que [l'homosexualité], c'est accepté. C'est plus difficile dans la société, mais je parle de ça il y a quinze ans. Il y a eu énormément d'évolution depuis. A l'époque de la génération de mes parents, peut-être que ce secret, je le garde à vie. Ça veut dire qu'il y a eu une évolution qui m'a permis de me sentir assez en sécurité pour pouvoir révéler ce lourd secret.

**Vous officiez dorénavant comme coach à Chelsea. Vous évoquez les difficultés inhérentes au métier. Avez-vous dû faire vos preuves de la même manière que lorsque vous étiez joueuse ?**

Il y a des défis, pas complètement différents. On n'a pas beaucoup de figures féminines en tant qu'entraîneur au plus haut niveau, encore moins à la tête des plus grands clubs. Ça se compte sûrement sur les doigts d'une main. Donc, aujourd'hui, il n'y a pas tant de modèles que ça, et le premier défi auquel il a fallu faire face, c'est de se dire qu'en tant que femme, je peux réussir et j'ai le même niveau de compétence qu'un homme. Il fallait se prouver à soi-même qu'en étant une femme, et même une maman de quatre enfants, on est capable de réussir au plus haut niveau et de relever tous les défis dans des postes où il y a la responsabilité, la pression du résultat et des

joueuses avec des gros ego. Il fallait le prouver aussi aux joueuses. Parce que les joueuses de ma génération, de celles d'avant et même un peu de celles d'après, les modèles qu'elles ont, ce sont des hommes. J'ai moi-même tenu ce discours, où je préférerais être entraînée par un homme parce que c'est tout ce que j'ai connu dans ma carrière. Quand je suis devenue entraîneur à l'OL, en 2021, il y avait encore des joueuses qui pensaient la même chose.

**Justement, sur la place des femmes dans les métiers d'encadrement et de coaching. Il y a encore mal de chemin justement à parcourir...**

Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir, ne serait-ce que pour donner l'accessibilité à des femmes. J'ai passé seize ans à l'OL. J'ai été joueuse, directrice de l'académie et à la tête de l'équipe première. Il y avait une relation de totale confiance. Quand il a fallu me confier la responsabilité de l'équipe première, on m'a quand même posé la question : «*En tant que femme et maman, est-ce que c'est possible Sonia ?*» Je suis convaincue que si c'était un homme en face, on ne me l'aurait jamais posée. Il y a encore des barrières à casser.

**C'est aussi le cas en haut, dans les instances. Comment peut-on essayer de renouveler ?**

Aujourd'hui, ça se fait plus parce qu'on nous impose dans les conseils d'administration d'avoir la parité par exemple. Ce genre de réglementations fait qu'on est poussé à prendre ces décisions-là, mais ça reste encore pas naturel. A même niveau de compétence, il ne faudrait pas se dire, on va plutôt aller vers un homme. Il faut juger sur la compétence et, à partir du moment où la compétence est égale, il faut choisir le profil qui va paraître le plus pertinent pour votre projet. **Qu'est-ce qu'on peut vous souhaiter après Chelsea ? L'équipe de France peut-elle vous intéresser ?**

Oui, forcément. Je ne le cache pas. Une fois que vous avez fait l'OL, Chelsea qui est l'un des meilleurs clubs européens... Je n'ai pas forcément de plan de carrière. Si l'opportunité se présente et qu'on est dans un bon timing, pourquoi pas ?



**UNE VIE DE FOOT**  
SONIA BOMPASTOR  
coécrit avec  
FARID HAROUD  
Arthaud, 256 pp.,  
19,90 € (e-book : 14 €).

**ready, set,  
ROMANCE!**

**Nouveau salon dédié aux romances**  
**8 & 9 mars 2025 - Villejuif / Paris**

Contemporaine • Historique • New Romance  
Romantasy • Young Adult • Hétéro & LGBTQ+  
Roman • Manga • Webtoon • Jeux vidéo • Série TV

[www.ready-set-romance.com](http://www.ready-set-romance.com)

3 Bd Chastenet de Géry  
94800 Villejuif  
9 h 00 - 18 h 00  
Entrée payante  
Gratuit aux - 8 ans

Salon organisé par MEV EVENT

# IDÉES /



En 1976, Sartre est nommé docteur honoris causa de l'Université hébraïque de Jérusalem. Ici avec Simone de Beauvoir et le diplomate Mordechai Gazit. KEYSTONE/GAMMA RAPHO

## Sartre antisémite : la grande mystification de Michel Onfray

**Dans son dernier livre, l'auteur qui prétend déboulonner les philosophes s'en prend à Sartre, présenté comme un collabo animé d'une haine des Juifs et d'Israël. Une allégation ahurissante, explique l'essayiste Laurent Touil-Tartour.**

**D**epuis la publication du premier tome de sa *Contre-histoire de la philosophie* en 2006, et des onze qui suivront avec un succès croissant, Michel Onfray n'a cessé de se définir comme un démystificateur. Les mythes qu'il prétend déboulonner sont ceux qu'incarnent, à ses yeux, les grandes figures de la philosophie qu'il juge indûment «institutionnalisées par l'historiographie dominante» : Platon, Rousseau, Voltaire, Kant, Hegel

et tant d'autres. Adhérant au principe que l'histoire de la pensée serait écrite par les «vainqueurs», il considère nombre d'illustres philosophes comme de victorieux usurpateurs à qui il veut infliger une défaite *post mortem*. En bonus, il s'efforce de réhabiliter les «outsiders» qui, selon lui, ont été les perdants de l'histoire. Le travail d'Onfray, si fascinant qu'il soit pour mettre en lumière des philosophes peu enseignés, se révèle hélas méthodiquement

binaire. Comme dans un banal western, il n'y a chez ce contre-historien normand que des bons et des méchants. Et en lieu d'esprit critique, un simple esprit de système. La pensée, chez Onfray, ne se résume qu'à une succession de pouces dressés ou baissés. Il ne passe rien à ceux qu'il veut démolir et tout à ceux qu'il veut encenser. C'est le sort qu'il réserve à l'édifice Jean-Paul Sartre dans son dernier ouvrage, *l'Autre Collaboration. Les origines françaises de*

*l'islamo-gauchisme* (Plon, 2025). Onfray y revisite l'histoire de la gauche intellectuelle du siècle dernier par le prisme de l'antisémitisme présumé des Genet, Deleuze, Badiou et autre Ricœur, mais en s'arrêtant plus longuement sur le père de l'existentialisme (cofondateur et premier directeur de *Libération* en 1973), perçu comme le plus influent de tous les penseurs de gauche au XX<sup>e</sup> siècle. Sartre, Onfray en fait une obsession (1). Le personnage le plus cité de son livre. Son

entrée en matière débute ainsi : Sartre a «*empuanti le XX<sup>e</sup> siècle, il a également empoisonné la question juive*». Rien de moins. Appliquant à Sartre la même entreprise de démolition vacharde qu'il réserva à Freud dans son *Crépuscule d'une idole. L'affabulation freudienne* (2010), Onfray extrapole des anecdotes, ignore les évidences, fait du tri sélectif, grossit certains traits, ose tous les raccourcis, se perd dans des contresens et tisse des liens hasardeux entre toutes ses élucubrations.

In fine, loin de dresser un nouveau portrait, il n'esquisse qu'une caricature, outrancière : celle d'un Sartre prétendument collabo et animé d'une haine des Juifs et d'Israël. On croirait à une blague, mais non. En prétendant briser des mythes, Onfray en crée de nouveaux. Sartre, antisémite. Vraiment ?

#### UN RÉQUISITOIRE CALOMNIEUX

Antisémité, le philosophe qui au lendemain de la Shoah écrivit le premier essai majeur contre l'antisémitisme, *Réflexions sur la question juive*? Qui fut l'éveilleur d'Emmanuel Levinas à la pensée juive (*Etre juif*, 1947)? Qui soutint la cause sioniste toute sa vie et même dès avant l'indépendance d'Israël en signant un appel d'adhésion à l'Irgoun en 1946? Antisémité, le philosophe anarchiste qui refusa tous les honneurs officiels y compris le prix Nobel, à l'exception d'un seul et unique titre honorifique : celui de *doctor honoris causa* de l'Université hébraïque de Jérusalem? Qui se rendit deux fois en Israël et toujours en ami? Antisémité, le philosophe auquel les défenseurs de la cause palestinienne, Edward W. Saïd en tête, reprochaient son tropisme prosioniste? Antisémité, le philosophe qui dénonça l'antisémitisme d'Etat de l'Union soviétique en 1972? Qui signa, en 1974, une déclaration publique de rupture avec l'Unesco pour défendre Israël? Qui adopta officiellement comme fille Arlette Elkaïm, et en fit sa légataire testamentaire? Qui se lia d'amitié tout au long de sa vie avec des Raymond Aron, Olivier Todd, Claude Lanzmann, Gisèle Halimi, Fernando Gerassi, Robert Misrahi ou Ely Ben-Gal? Qui noua pendant ses dix dernières années une relation intellectuelle et fraternelle avec ce jeune Benny Lévy qu'il remit sur le chemin de sa condition juive? Antisémité, le coauteur de *l'Espoir maintenant* (1980), qui puise dans la métaphysique juive pour

redonner un nouveau souffle à la pensée de gauche? Asséner que Sartre aurait été antisémite est aussi ahurissant que prétendre que Louis-Ferdinand Céline ne l'était pas, ou que Sartre aurait été... pour l'Algérie française, nationaliste, essentialiste ou spinoziste. Ce n'est plus de la contre-histoire que nous propose Onfray, mais de la contre-vérité.

Il est désolant de voir quelqu'un qui fut lui-même si souvent et injustement accusé d'antisémitisme, se livrer à son tour, envers un Sartre qui n'est plus là pour se défendre, au même type de réquisitoire calomnieux.

Si l'on appliquait à Onfray la même méthode qu'il inflige aux figures totémiques qu'il aime dézinguer, à savoir : isoler et déformer des moments anecdotiques d'une vie pour s'ingénier à en faire des éléments biographiques fondamentaux ; on pourrait alors narquoisement le faire passer à son tour pour un «islamo-gauchiste antisémite» par ses quelques faits d'armes : 1) s'être prononcé successivement en faveur de deux grands défenseurs de la cause palestinienne aux présidentielles de 2002, 2007 et 2012 : Olivier Besancenot, puis Jean-Luc Mélenchon ; 2) s'être fait le chantre des travaux antijuïdaïques de Jean Soler qui affirmait que «*Hitler était l'équivalent de Moïse*» ; 3) s'être fait l'instrument de Daech pour avoir commenté à chaud les attentats du 13 Novembre en écrivant que la France ne faisait que récolter ce qu'elle avait semé rhétorique qui lui valut d'être cyniquement mis en vedette dans une vidéo de propagande du mouvement jihadiste ; 4) s'être adonné à des clichés douteux dans son livre *l'Autre Collaboration*, en affirmant que Sartre aurait été converti au judaïsme (!) par «*Benny Lévy, contemporain malin de la conversion juive de Sartre*». Ce même Benny Lévy qualifié de «*Juif religieux*», ce qu'il n'était pourtant pas encore, et «*dont Sartre s'est fait le perroquet*» afin de «faire

## Antisémité, le philosophe qui, au lendemain de la Shoah, écrivit le premier essai majeur contre l'antisémitisme, «Réflexions sur la question juive»?

*l'éloge du messianisme juif*. Onfray ajoutant que Sartre, devenu sénile, «*a été pris en main par sa fille juive [Arlette Elkaïm] pour le ramener dans le droit chemin juif*» avant de «*mourir en odeur de sainteté juive*». Et Onfray de conclure sans trembler que : «*La mort n'est pas ce qui a séparé Beauvoir de Sartre, mais sa captation par son clan juif*».

Peu importe alors qu'Onfray se soit ravisé de la plupart de ces

enthousiasmes passagers, ou qu'il soit devenu un fervent partisan d'Israël depuis le 7 Octobre... ne réduire sa vie qu'à ces faits contingents, les tuméfier et les faire passer pour seuls et uniques déterminants de sa vie, reviendrait à lui faire subir le traitement qu'il réserve à Sartre dans *l'Autre Collaboration*, avec l'aplomb de la mauvaise foi.

#### PRENDRE LA PEINE DE LIRE

Enfin, Onfray devrait savoir qu'il vaut toujours mieux lire un auteur avant de s'en faire l'exégète, et non pas se contenter de recycler des gloses. Mais encore faudrait-il comprendre ce qu'on lit. En page 144 de son livre, Onfray reproche à Sartre d'avoir été «*davantage solidaire des Palestiniens que des Juifs*» au moment de la création d'Israël, en citant l'extrait d'un article de 1949 : «*La formation de l'Etat palestinien doit être considérée comme l'un des événements les plus importants de notre épo-*

*que*... sans avoir compris que Sartre parlait ici de «*l'Etat palestinien juif*», comme on l'appelait encore à l'époque, autrement dit : Israël. Aurait-il pris la peine de lire ne serait-ce que le titre de l'article («*Naissance d'Israël*»), ou même la phrase précédente dans laquelle Sartre dit «*se réjouir*» de voir naître un Etat juif autonome, pour éviter le contresens embarrassant.

Reste donc un livre où, comme dans tant d'autres de cet auteur polygraphe compulsif, se vérifie une fois de plus la loi dite de Brandolini, selon laquelle : «*La quantité d'énergie nécessaire pour réfuter des impostures est d'un ordre de grandeur plus grand que pour les produire*.» Sur ce point, assurément, Michel Onfray nous épouse à la tâche. ▶

(1) Sartre a déjà été étrillé par Onfray dans *les Consciences réfractaires. Contre-histoire de la philosophie* («*Essais et documents*», Grasset, 2013) et *l'Ordre libertaire. La vie philosophique d'Albert Camus* (Flammarion, 2012).

## SIGNÉ COCO



Par  
**LAURENT TOUIL-TARTOUR**



Essayiste, auteur de *Achever Sartre*, Grasset «Figures», 2024.

LIVRES /

# Dror Mishani

## «Un pays sans Palestiniens ne sera plus le mien»

A travers son journal, l'auteur israélien rend compte de sa difficulté à continuer à habiter et écrire dans un pays devenu «invivable» après le 7 Octobre.

Recueilli par  
**ALEXANDRA SCHWARTZBROD**  
 Photo  
**JÉRÔME BONNET**

Quel peut être le rôle d'un écrivain dans un pays en guerre? Comment parvenir à écrire de la fiction, et de la fiction policière, quand le quotidien est rythmé par les bombes et les morts? Connu pour ses romans policiers et son inspecteur de police Avraham Avraham, l'Israélien Dror Mishani publie un journal de guerre dans lequel il raconte les longs mois d'effroi et de sidération qui ont suivi les attaques terroristes du 7 Octobre, puis ses interrogations et ses doutes. Son indignation devant les bombardements de Gaza et sa difficulté à vivre dans une société israé-

lienne qui ne croit plus à la paix, qui ne s'imagine plus un avenir avec les Palestiniens. Son livre est important car il est incroyablement humain et politique. Il entremèle des détails de sa vie quotidienne, des réflexions sur sa famille mais aussi sur son avenir incertain en Israël. «Peut-être faut-il reconnaître la puissance du coup qui nous a été porté et la profondeur de notre douleur, reconnaître la défaite, ne pas essayer de l'escamoter sous ce qui aura l'air, à court terme, d'une victoire, mais qui ne sera qu'un engrangement de souffrances», écrit-il. Transférer le malheur ailleurs, sur Gaza et ses habitants, nefera que l'entretenir encore et encore - car il est évident que le mal causé dans cette enclave détruite ou affamée nous reviendra en pleine face, décuplé, dans un, deux, ou cinq ans.» De pas-

sage à Paris, il nous a répondu dans un français parfait.

**Comment vous est venue l'idée de tenir un journal après le 7 Octobre ?**

Mon éditeur suisse m'a appelé pour prendre de mes nouvelles et me demander si je continuais à travailler sur mon polar en cours. Je lui ai répondu non, je n'y arrivais pas. Et j'ai repensé à un de mes cours d'écriture que j'avais consacré à l'importance du journal intime dans la littérature, je me suis dit que c'était plutôt vers ça que je devais me diriger. L'écriture de ce journal m'a vraiment sauvé. C'est le seul vrai moment où je ne me suis pas senti écrasé par la guerre, où je me suis souvenu du Dror que j'étais avant le 7 Octobre. Ce journal, c'était ma chambre forte. Un des textes que j'avais enseignés pendant ces cours

d'écriture, c'est «Délibération» de Roland Barthes, écrit en 1979, dans lequel il se demande s'il doit écrire un journal et le publier. Il fait l'essai et il trouve que le journal est la forme littéraire la moins authentique. Le «je», dans un journal, est un menteur, dit-il. Et c'est tellement vrai! La solution, conseille-t-il, c'est de retravailler le journal jusqu'à ce qu'il cesse d'être un journal et de

vienne un objet littéraire. J'ai donc beaucoup retravaillé ce journal, la forme, pas le fond, je voulais garder une forme d'authenticité.

**Il est paru en Israël?**

Il vient tout juste d'être publié. J'avais un peu peur de sa réception par les lecteurs israéliens mais mon éditrice m'a convaincu que c'était important de faire entendre cette voix. J'avoue que je suis heureux





Dror Mishani  
à Paris, mardi.

allait être lu mais il parle aussi beaucoup de mon avenir, de l'avenir de ma famille, de l'avenir de mon écriture.

**Vous dévoilez en effet beaucoup de votre vie et de votre famille dans ce journal...**

Oui, quand on écrit des romans policiers, on joue avec la fiction, notre intimité est cachée. Dans ce journal, mon intimité est exposée, ma famille est exposée, je parle de mes doutes, de mes interrogations, des convictions ou silences de mes enfants... Ce n'est pas évident ni facile mais c'était important de le raconter. Rester en Israël, aujourd'hui, c'est aussi un acte d'espoir, et non de désespoir ou juste d'inertie. Alors autant dire les choses telles que je les ressens. Le journal intime est un format magnifique pour capturer et garder une trace du temps.

**Vous vous posez souvent la question de rester ou partir?**

Oui. Ma femme, qui travaille [au mémorial de] Yad Vashem, veut absolument rester en Israël alors qu'elle n'est ni juive ni israélienne. Il faut dire qu'elle a fait deux grands déménagements dans sa vie : elle a quitté Varsovie pour l'Angleterre à 18 ans, puis on a quitté l'Angleterre pour Israël il y a douze ans. En tant que Polonaise catholique, elle aime sa mission qui consiste à restituer l'histoire des Juifs disparus pendant la Seconde Guerre mondiale. Moi, en revanche, je me demande en permanence s'il faut rester ou partir. Ce n'est pas évident. Il y a des moments où je sens qu'il faut partir. Et puis je me dis que c'est important de rester pour raconter, témoigner, écrire. Mais quel sera le moment où nous nous dirons que ce n'est plus possible, qu'il faut partir? C'est clair qu'un pays sans Palestiniens ne sera plus le mien.

**Beaucoup ont quitté le pays déjà?**

Oui, des universitaires, des gens de la high-tech, des écrivains... Pas par peur des missiles, mais de ce qui va se passer dans les années à venir. Par peur qu'Israël devienne encore plus invivable qu'aujourd'hui. Juste après le 7 Octobre, le traumatisme était à vif, l'attitude de la société israélienne était compréhensible. Mais un an et demi plus tard, je suis bien plus désespéré qu'alors. Et j'ai très peur que le pire soit devant nous. Il y a beaucoup trop d'Israéliens qui s'imaginent qu'un Israël sans les Palestiniens de Gaza est possible. Que la possibilité de les expulser est réelle et faisable. Et tant qu'on y est, ceux de Cisjordanie aussi. De moins en moins d'Israéliens veulent envisager la paix ou l'égalité entre les deux peuples. Et j'ai peur que, pour notre région, Donald Trump soit catastrophique. Les Israéliens étaient déjà sonnés, politiquement parlant. Maintenant il leur faut déraciner les Palestiniens de leur imaginaire.

**Votre fils est-il parti à l'armée?**

Il a 16 ans et demi, il devra y aller à 18 ans. Mais comme je le raconte dans mon journal, il n'en parle pas. J'ai horreur de l'idée qu'il parte à l'armée. Pas seulement parce que j'ai peur pour lui, mais aussi parce qu'il va participer à des actes que je n'accepte pas.

**On a assez peu entendu les Arabes israéliens ou Palestiniens d'Israël pendant les bombardements de Gaza, comment l'expliquez-vous?**

La peur. Il y a eu deux ou trois manifestations contre les bombardements de Gaza mais deux d'entre elles ont été réprimées par la police. L'atmosphère en Israël est devenue si tendue que ce n'est pas facile de manifester contre la guerre ou les actions de l'armée.

**Vous avez repris l'écriture de votre roman policier?**

Oui, mais il a complètement changé, il est désormais ancré dans l'Israël d'après le 7 Octobre. Ecrire un roman censé se passer dans le présent d'Israël sans faire pénétrer la catastrophe du 7 Octobre, ce n'est pas possible. Elle pénètre toutes nos vies. Et la littérature aussi. La réalité des inspecteurs de police, comme celle de mon héros Avraham Avraham, a complètement changé. Ils ont passé les premiers mois après le 7 Octobre à identifier des morceaux de corps brûlés, c'est un immense traumatisme. Et ils travaillaient pour la police d'Itamar Ben-Gvir [*le ministre de la Sécurité nationale, symbole de l'extrême droite suprémaciste, qui a démissionné fin janvier 2025 pour protester contre le cessez-le-feu avec le Hamas, ndlr*], c'est quoi de travailler pour un homme pareil? Je cherche chaque matin à poursuivre l'écriture de ce roman, mais c'est difficile de faire de la fiction sur la catastrophe. Les journalistes sont pour l'instant plus importants que les romanciers. Dans vingt ans, je me poserai la question : qu'est-ce que j'ai écrit en 2025? Un roman siméonien sur une histoire personnelle? Non, ce n'est pas possible, on ne peut pas fermer les yeux sur la situation actuelle. J'aimerais tant être simenonien dans mon écriture, produire des romans comme si de rien n'était, détaché de la réalité.

**Qu'apporte le roman policier dans les périodes de crise?**

Pour les langues ou les cultures majeures, le français ou l'anglais, le polar peut être détaché de la réalité. Mais pour les langues mineures comme l'hébreu, c'est impossible, le roman policier est forcément politique. J'ai eu l'occasion, dans les années 80, de demander à l'auteur de polars suédois Henning Mankell pourquoi il avait commencé à écrire des romans policiers. Il m'a répondu : «*J'ai voulu écrire sur le racisme, le racisme est un crime, alors j'ai écrit un roman policier.*»

d'être à Paris au moment de sa sortie en Israël. J'espère y survivre en tant que romancier. Je suis sûr que certains lecteurs de mes romans policiers n'aimeront pas ce journal. Quand on a décidé de le publier en hébreu, je me suis demandé s'il fallait que je le retravaille pour les lecteurs israéliens car il était surtout écrit pour des lecteurs étrangers. Et finalement j'ai gardé la même ver-

sion. J'ai compris très tôt que j'écrivais ce journal, certes pour mes lecteurs du monde entier mais aussi pour moi-même. Et c'est devenu une conversation entre moi et moi sur la politique, la vie, la mort, la famille. D'où l'utilisation par moments de la deuxième personne du singulier. Ce «tu» me permet d'élaborer cette conversation. J'ai entamé ce journal en sachant qu'il

**«L'écriture de ce journal m'a vraiment sauvé. C'est le seul vrai moment où je ne me suis pas senti écrasé par la guerre.»**

l'écriture, c'est le fossé entre ce que ressent l'écrivain à sa table de travail – il doit considérer que le livre en cours est vital pour lui et indispensable au reste du monde – et ce que ressent l'extérieur qui est totalement indifférent à son livre. Dans le contexte actuel en Israël, ce fossé est infranchissable car la réalité est si grave, si écrasante que c'est difficile de penser que le roman que tu es en train d'écrire va changer quoi que ce soit.

**Beaucoup de romans paraissent ces temps-ci en Israël?**

Oui, mais la plupart écrits avant le 7 Octobre. En Ukraine, il paraît qu'on lit beaucoup plus depuis le début de la guerre, notamment de la poésie. En Israël, c'est le contraire, les gens ne lisent plus de romans, ils regardent surtout les informations.

**Vous avez écrit finalement sur l'attaque du commissariat de Sderot par les hommes du Hamas comme vous dites en être tenté dans votre journal?**

J'essaie de faire une série télévisée avec cette histoire tragique. J'en ai écrit trois épisodes avec deux autres scénaristes. Mais beaucoup de producteurs américains ont coupé les liens avec les producteurs israéliens, c'est difficile de trouver des financements. Et puis je veux absolument raconter aussi l'histoire des Palestiniens qui ont attaqué. Ce serait une fiction adaptée de la réalité.

**Qu'apporte le roman policier dans les périodes de crise?**

Pour les langues ou les cultures majeures, le français ou l'anglais, le polar peut être détaché de la réalité. Mais pour les langues mineures comme l'hébreu, c'est impossible, le roman policier est forcément politique. J'ai eu l'occasion, dans les années 80, de demander à l'auteur de polars suédois Henning Mankell pourquoi il avait commencé à écrire des romans policiers. Il m'a répondu : «*J'ai voulu écrire sur le racisme, le racisme est un crime, alors j'ai écrit un roman policier.*»

**DROR MISHANI AU RAS DU SOL. JOURNAL D'UN ÉCRIVAIN EN TEMPS DE GUERRE**  
Traduit par Laurence Sendrowicz, Gallimard, 162 pp., 20,50 €.



**Libé week-end** Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, enquête sur un polar conjugué au féminin en plein bouillonement et rencontre avec l'Américaine Ivy Pochoda autour de *Dios et Florida* (traduit de l'anglais par Adélaïde Pralon, Globe) deux criminelles en cavale. Selon elle, aujourd'hui, «les auteurs de polar les plus importants sont des femmes». PHOTO MARIA KANVESKAYA

# LIVRES/

# «Vies rebelles»: le chœur insoumis des femmes noires

**Dans un livre kaléidoscopique où la fiction appuie l'enquête, l'autrice retrace les vies de femmes américaines qui se sont battues contre les assignations raciale et sexuelle.**

**S**i un seul mot devait résumer le livre de Saidiya Hartman ce serait: déroute. Et, ne nous y trompons pas, ce serait un résumé extrêmement positif. Bien sûr, la première déroute est infiniment triste. Saidiya Hartman, professeure à l'université de Columbia à New York, prend pour objet d'étude ces femmes noires qui, une génération après l'abolition de l'esclavage, ont quitté le Sud des Etats-Unis d'Amérique pour les villes du Nord-Est, à commencer par New York et Philadelphie. Nous sommes au temps des lois Jim Crow. Depuis 1877, celles-ci ont mis en place une ségrégation raciale qui ne sera officiellement abolie qu'en 1964. Saidiya Hartman multiplie les exemples de «la catastrophe qu'était devenue la vie» régie par ces lois entre les années 1890 et les années 1930.

C'était vrai pour tous les noirs du pays, bien sûr – ou plus exactement pour tous ceux qui étaient désignés comme tels. Mais c'était vrai plus encore pour les femmes, dont l'avenir était la soumission à l'autorité d'un mari qui, dans le meilleur des cas, se comporterait «de façon paternelle, en tyran aimable», selon l'image du célèbre sociologue W.E.B. Du Bois, car «c'était ainsi qu'il se représentait ce que devait être un époux à la tête du ménage».

**Archives de la police.** Cependant, fallait-il qu'elles s'y résolvent, qu'elles acceptent, têtes baissées et dos ronds, cette double domination que leur imposaient leur sexe et leur couleur de peau? Après tout, comme l'écrivit Saidiya Hartman, «merde! Peu importe si vous êtes noire et pauvre, parce que vous êtes ici, vivante, et que toutes les personnes de votre entourage vous encouragent et vous incitent à croire que vous êtes magnifique, vous aussi». Car bien sûr il y avait un «entourage» autour de ces femmes. Et cela change tout. Saidiya Hartman en était convaincue lorsqu'elle a entrepris «de raconter l'histoire de la révolution sociale et des transformations de la vie intime qui se sont déroulées dans la ville noire au sein de la ville». Il lui fallait une méthode et c'est ici que se situe la deuxième déroute. Car *Vies rebelles* est un livre d'histoire proprement déroutant. Il est certes suivi d'un abondant appareil critique (la seule note sur les travaux qui ont permis le portrait de Du Bois occupe

une pleine page), ainsi que les sources sur lesquelles Hartman a travaillé – à commencer par les 70 étonnantes photographies qui émaillent l'ouvrage. Mais l'historienne n'en légende aucune, refuse d'insérer les citations de ses sources entre des guillemets et désorganise savamment son propos.

Son livre devient un kaléidoscope, assemblant descriptions des quartiers de la «ville noire», figures d'enquêteurs sociaux dépassés par leurs propres objets et, surtout, histoires de femmes saisies à travers les archives de la police et du spectacle. Connaissez-vous par exemple Gladys Bentley, grandie dans un *tenement* à Philadelphie avant de devenir «une star de la Jungle Alley de Harlem» – Bentley, «sa tendance à rouler exagérément des mécaniques, son corps trop massif, sa voix trop forte, cette montagne de chair, ses intonations, l'implantation de ses cheveux, la répartition masculine de son poids, son mépris éhonté de la loi, des coutumes et de la civilisation, son air de défi mêlé de fierté, et l'éatalage sans fard de son plaisir»? Une vie libre, lubrique et prodigue, qui fait «jacter dans la ville». Une vie dont Bentley écrira sur son lit de mort: «J'ai habité ce no man's land crépusculaire qui s'étend à la frontière des deux sexes. Nous sommes des milliers de par le monde, humains furtifs, à nous être créé un rêve aussi vieux que la civilisation elle-même; un imaginaire qui nous permet, ne serait-ce que temporairement, de tourner le dos aux dures réalités de la vie. Nous sommes légion et notre peine est inconcevable.» Et Bentley n'est qu'une parmi la trentaine d'existences racontées par Hartman.

Racontées comment? C'est ici la troisième déroute du livre – ou plutôt, si l'on voulait finasser un peu, la dé-route. Comme on déroute un convoi. En l'occurrence, il ne s'agit pas de la façon dont l'historienne interroge les catégories des enquêtes qui forment la grande masse de ses archives. Il y a beau temps qu'on sait qu'une enquête en apprend souvent plus sur l'enquêteur que sur l'enquêté. Lire les textes des sociologues et des réformateurs sociaux, les procès-verbaux de police et de justice – et même les photographies – pour y chercher autre chose que ce que leurs auteurs, des hommes le plus souvent, ont affirmé y mettre: c'est l'essence même de la discipline historique. Saidiya Hartman le sait. Mais elle propose aussi une autre méthode pour outrepasser le cadre de l'archive: elle imagine. Elle sait que ces «vies rebelles» qu'elle étudie ont été racontées du point de vue de la norme sociale. Alors elle tente de retrouver les sujets de ces vies, de voir le monde à travers les yeux de celles qui les ont vécues. Les archives manquent? Qu'à cela ne tienne, l'historienne es-



Une femme portant des vêtements d'homme, vers 1890. PHOTO NY PUBLIC LIBRARY

saiera de raconter avec de la vraisemblance et aussi quelque chose d'autre, qui intéressait largement les «filles noires en révolte» du tourbillon des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles: du style.

**Lyrisme.** En cela, Hartman est l'héritière de ces savants qui, depuis Michelet, s'efforcent de donner une voix à celles et ceux qui sont morts sans délivrer eux-mêmes le sens de leur propre histoire – ou qui l'ont fait avec les mots des autres. Comme Michelet, elle le fait avec lyrisme (et c'est d'ailleurs une interrogation: le lyrisme est-il la contrepartie inévitable des historiennes et des historiens qui se font les porte-voix des révoltes passées?). Comme Michelet, elle le fait en cherchant le peuple ou plutôt ce qu'elle appelle, pour parler de toutes ces «filles noires»: le «choeur». Saidiya Hartman veut en être l'historienne car «le choeur est le véhicule d'une histoire d'un autre genre: non pas celle du grand homme ou du héros tragique, mais une histoire où toutes les modalités ont un rôle à jouer, où le groupe acéphale suscite le changement, où l'entraide devient source d'action collective, sans qu'il n'y ait de chef ni de masse, où les chants intraduisibles et ce qui

n'est en apparence que des absurdités réalisent les promesses de la révolution».

Cela vaut méthode. «Epouser le rythme du chœur et entrer dans la danse, c'est faire davantage qu'agiter ses fesses en fredonnant la mélodie, ou que répéter le refrain dont l'historien nous a fait cadeau comme pour dire, "vous voyez, elle sait parler cette fille-là", c'est bien plus que se réjouir du fait que le sociologue ait bien examiné la situation et su reconnaître la mise en œuvre d'"idéaux révolutionnaires" dans la vie d'une femme noire ordinaire.» Michelet aurait peut-être dit: épouser le rythme du chœur et entrer dans la danse, c'est entreprendre la résurrection de la vie intégrale. A quoi, dans ce dialogue imaginaire, Saidiya Hartman lui aurait sans doute répondu: des «vies rebelles» intégrales.

**SYLVAIN VENAYRE**

**SAIDIYA HARTMAN VIES REBELLES.**  
HISTOIRES INTIMES DE FILLES NOIRES EN RÉVOLTE, DE RADICALES QUEERS ET DE FEMMES DANGEREUSES Traduit par Souad Degachi, le Seuil «l'Univers historique», 448 pp., 25 € (ebook: 17,99 €).



**Rencontre Apollo, Ariane, Artemis...**  
Derrière la fable humaniste, quelle histoire raconte en réalité le voyage dans l'espace ? Irénée Régnault et Arnaud Saint-Martin présentent ce jeudi à 18h 30 leur essai *Une histoire de la conquête spatiale* (la Fabrique) dans le Calvados, à la Demeure (12, rue du Jeu de Paume, 14280 Saint-Contest). PHOTO BETTMANN ARCHIVE



**Conférence** Chaque saison, la Philharmonie de Paris invite de «grands témoins» issus du monde artistique ou des idées à donner leur regard sur la musique et le son. L'écrivaine et universitaire Marielle Macé se prête à l'exercice ce jeudi à 18h 30, sous le titre «Pas la peine de crier». Gratuit, sur réservation. [Philharmoniedeparis.fr](http://Philharmoniedeparis.fr) PHOTO D. MOLAJOLI

## Santé mentale: le jeu de rôle du psychodrame

Le psychologue et psychanalyste Alexandre Morel analyse comme le théâtre peut être un outil dans le parcours de soin des adolescents, à travers lequel ils peuvent choisir de tout incarner.

**L**e psychodrame analytique n'est connu que des spécialistes ; quant à l'adolescence, cette période de crise est-elle, au fond, si bien connue ? Rien n'est moins sûr au vu des cas complexes soumis par Alexandre Morel, expert en matière de psychodrame. Inventé par un con-

temporain de Freud, Jacob Moreno, le psychodrame est une technique de soin par le jeu dramatique. Or, dès les années 50, les psychanalystes ont donné aux scènes du psychodrame le statut d'une scène de rêve. Les différentes modalités de symbolisation permettent ainsi de court-circuiter les résistances du sujet que l'on rencontre en thérapie psychanalytique classique, surtout chez les adolescents.

C'est à une sorte de *théâtre du jeu* auquel on assiste dans le livre. Le premier cas est celui de Cléo, 17 ans, hospitalisée pour une anorexie très sévère qui met sa vie en danger. Elle dit non à tout, n'a rien à dire (le «non» a une place très importante dans la clinique de l'adolescence). Tout l'art du meneur de jeu est de «faire une

*histoire de ce rien*. Un des cothérapeutes (ils sont trois) sera le personnage du *Rien* qui choisit de venir à côté d'elle ; un autre joue le *Psychodrame* qui se met face à elle (le meneur de jeu reste à l'écart, il distribue les rôles). Au fil des séances, un des cothérapeutes jouera même la sonde gastrique que porte encore la patiente autour du cou. Elle dit à Cléo : «*Je suis là, ne t'inquiète pas, tu peux compter sur moi*». Au fil des nom-

**Un des thérapeutes joue la sonde gastrique. Elle dit à Cléo : «Je suis là, ne t'inquiète pas.»**

breuses séances, on assiste à un retour de Cléo à la maison. Le deuxième cas est la jeune Solveig, 15 ans, qui fuit et s'absente perpétuellement et se scarifie. Elle refuse le jeu du psychodrame mais un cothérapeute arrivé en retard se cogne sur le pied d'une chaise et tombe. Solveig s'apprête à quitter la pièce comme toujours, mais le meneur de jeu lui propose de jouer *le pied de la chaise...* et la scène commence car il vaut mieux être un pied de chaise que de se trouver en relation avec d'autres. La troisième histoire concerne Jeanne, 15 ans, restée enfermée dans sa chambre pendant des mois avant d'être hospitalisée dans un état proche de la catatonie. Pendant le psychodrame, elle ne lance que «*j'ai froid*» ou «*j'ai chaud*». Les acteurs brodent alors

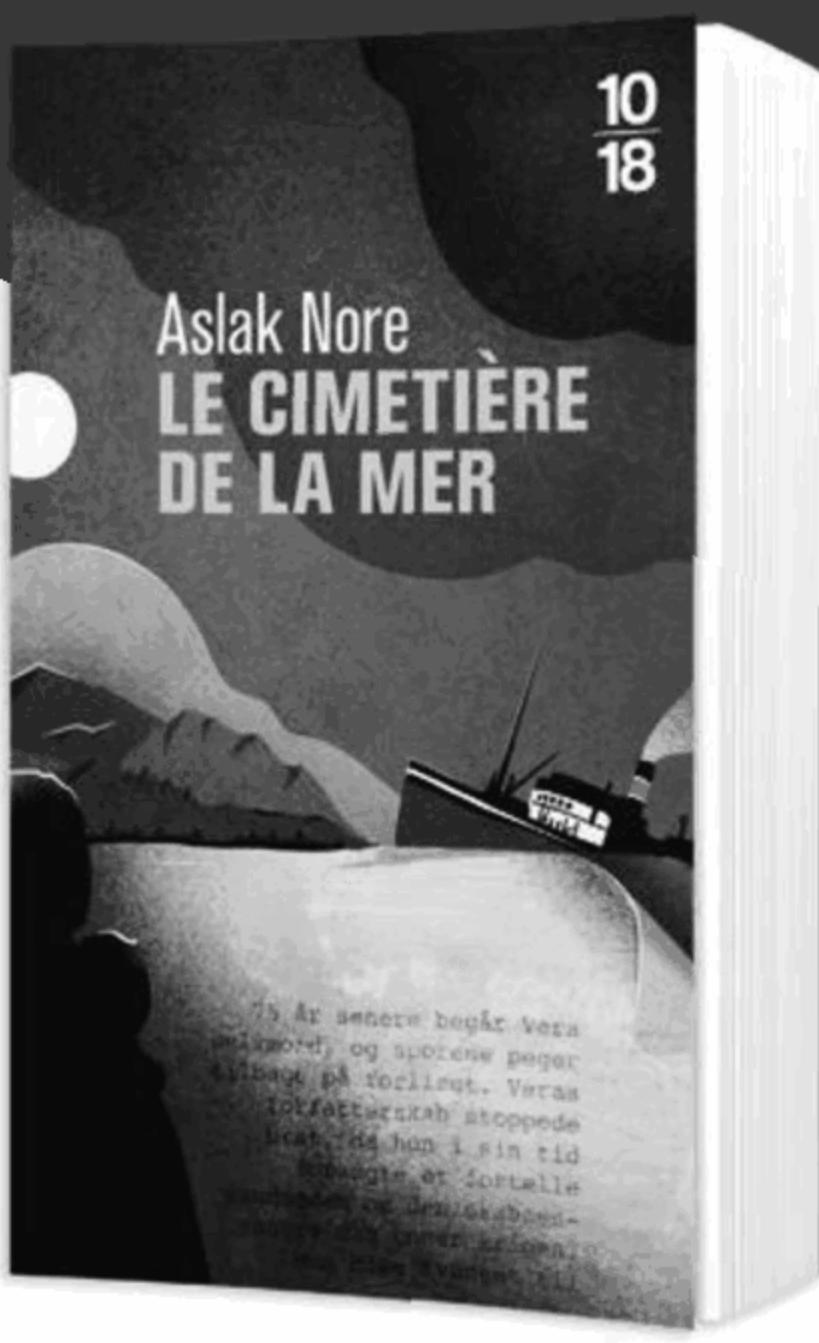
autour des températures, ils sont *le froid, le chaud ou le chauffagiste du corps* forcément incompté. Un jour elle dit «*trop de monde dans le bus*», les thérapeutes jouent alors *Jeanne dans le bus* avec le froid et le chaud qui attire certains passagers et en font fuir d'autres. Remarquons l'animisme qui, dans le psychodrame, donne la parole à des objets. L'auteur cite souvent Antonin Artaud qui écrivait dans *Le vrai théâtre naît d'une anarchie qui s'organise.*»

**GENEVIEVE DELAISI DE PARSEVAL**

**ALEXANDRE MOREL**  
**LE PSYCHODRAME DE L'ADOLESCENCE**, PUF «Petite Bibliothèque de psychanalyse» 205 pp., 16 € (ebook : 10,99 €).

10  
18

## Aslak Nore : la nouvelle voix du polar nordique



Nouveauté

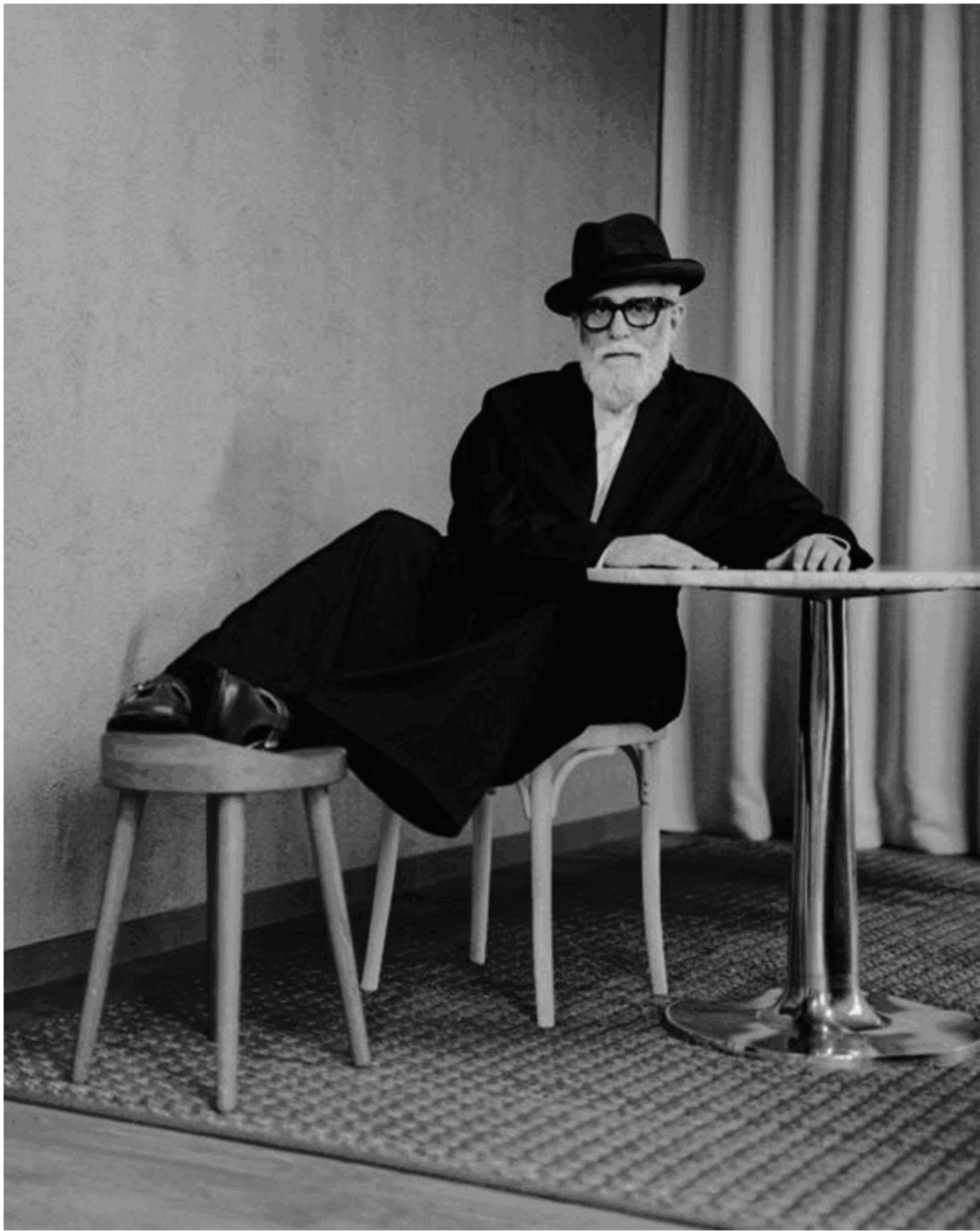
En Norvège, la famille Falck règne sur l'économie du pays. Quand des secrets et des complots menacent la dynastie, des alliances se dessinent. La famille parviendra-t-elle à survivre aux crises ?

«Une saga éclairante et captivante.»

*Libération*

# Le gîte et le coût vert

**Cyril Aouizerate** A la fois entrepreneur, urbaniste et philosophe, le Toulousain d'origine défend un concept hôtelier truffé de critères écolos et sociaux.



Moins familier qu'un césar ou un molière, le B Corp est un «trophée» qui mérite un minimum de pédagogie: imaginée par une ONG américaine, il s'agit d'une certification internationale répondant à des critères rigoureux, octroyée à des sociétés commerciales dont on considère que, d'un point de vue environnemental et sociétal, elles ont un effet bénéfique sur le monde. Ainsi, à l'échelle d'une planète clairement pas au mieux de sa forme, dénombre-t-on à ce jour plus de 3000 boîtes dignes de défendre le cachet apotropaïque du label, parmi lesquelles environ 400 sur le territoire français. Dont le groupe hôtelier Mob, pensé par Cyril Aouizerate.

Un entreprenant entrepreneur, autant qu'urbaniste urbain, qui porte le chapeau (à bord plat) et, tant qu'à faire, coiffe également la casquette de philosophe - deux essais faisant foi, chez ce grand amateur de rugby. De là à flairer l'oxymore... Que ne renie pas le barbu à lunettes, quinquagénaire d'une élégance sobrement étudiée, en sandales en cuir, pantalon large et veste noirs sur une chemise blanche boutonnée jusqu'au cou: «Je m'accorde plus de crédit à assumer l'apparente contradiction de certains termes me définissant, qu'à me dra-

per dans la seule fonction d'intellectuel dont la pensée resterait sans traduction concrète. Heidegger, Derrida, Levinas, on en a un peu soupé, non? Du moins, en étant honnête et humble, faut-il admettre qu'on a sans doute atteint les limites de la philosophie, confrontée à une époque marquée par des changements de paradigmes incessants.»

De là à «préférer aux dogmes, une analyse simple où prévautrait un bon sens aspirant à tendre à la bonté, tout en se méfiant de ses propres impulsions, y compris narcissiques», le pas semble franchi par l'homme qui, jeune adulte, fréquenta l'Université hébraïque de Jérusalem, «afin d'approcher l'historien et penseur israélien Yeshayahu Leibowitz», (1903-1994). Puis baptisa «Spinoza» le groupe de réflexion qu'il animait.

Passé par Altarea (ex-Altarea Cogedim), poids lourd de l'immobilier, Cyril Aouizerate s'est fait un nom à Paris, en participant à la métamorphose du quartier Bercy Village; en (r)animant la Cité de la mode et du design sur les berges de la Seine; et surtout, en figurant en 2008 sur le faire-part de naissance (avec la famille Trigano et le designer star, Philippe Starck) des hôtels à la fois abordables et très tendance, Mama Shelter.

## LE PORTRAIT

Un filon qu'il a abandonné en revendant ses parts quelques années plus tard.

Dernier étage en date de la fusée - encore qu'il assure travailler lentement -, le concept Mob a éclos en 2009. D'abord sous la forme d'un restaurant végan à New York, ensuite développé dans l'air du temps vertueux. A l'image du modèle de Saint-Ouen, à cinq minutes en bus (pas envie de faire le mariole avec l'empreinte carbone, hein!) du nord de Paris. Une vaste bâtisse jadis composée de bureaux, où derrière l'imposante façade de briques rouges, il sera question bien sûr de dormir, dans un cadre sobre et cosy (à des tarifs objectivement raisonnables). Mais aussi de manger bio, de nager, d'ouvrir des espaces aux jeunes de banlieue ayant plus d'idées que de budget, de s'initier à la broderie, de prendre des cours de yoga. Voire, dans un autre Mob voisin, d'élever des poules, ou de s'étourdir dans la lecture (6000 poches à disposition). Bref, à la fois de cajoler et de frictionner nos vies citadines de guingois.

Au risque de tendre le bâton aux persifleurs, qui ne manqueront pas d'y voir un phalanstère bobo, fanal de la gentrification, dans les coins de moins en moins prolos investis, à Saint-Ouen, donc, mais aussi en bordure de Cannes, ou à Lyon (Confluence), avant Bordeaux et les Etats-Unis (Washington, Los Angeles et New York). «*Le grief ne me gêne pas, je le revendique même. Car sans cautionner les hausses de loyer, qui ne sont pas de mon ressort, ceux qui dénigrent ce type de mutation s'expriment au nom des habitants de quartiers dans lesquels eux-mêmes n'ont jamais vécu. Je pourrais même aller jusqu'à y voir un mépris de classe chez ceux qui suggèrent que les secteurs massivement constitués de logements sociaux ne devraient pas voir la couleur d'un coffee shop. Or, croyez-moi, j'aurais adoré avoir un Mob à côté d'où j'ai grandi.*»

Ce qui, du bureau spartiate logé dans une arrière-cour du Marais, où il développe sa pensée, téléporte le père rigoureux de quatre enfants - «*On me dit austère avec eux, et j'admetts ne sans doute pas être très agréable à vivre*» -, dans la périphérie toulousaine des années 1970-1980. Là où grandit Cyril Aouizerate, avec un frère et une sœur aînés, dans les quartiers d'Ancey, puis du Mirail. Un «*fruit de l'amour*» qui, des décennies plus tard, peine à masquer son émotion en évoquant un schéma parental basé sur la relation «*tendre et exempt de vulgarité d'un couple fusionnel, à l'ancienne*», où perdurent l'image matinale des fleurs offertes et l'odeur du café au lait.

Une enfance que l'ami des chiens (*«ne sont-ils pas les derniers humanistes?»*), qui vit aujourd'hui en famille, avec sa deuxième femme, dans l'opulente vallée de Chevreuse, n'échangerait *«pour rien au monde»*. Car c'est là qu'en définitive tant de choses se joueront prématurément. Comme cette amitié écolière avec des fils d'agriculteurs, ou les heures passées chez ce voisin de palier, lui-même ex-paysan *«à l'accent rocallieux, plein d'humanité déboussolée»*, qui lui inoculent un attachement imprescriptible pour le monde rural. Ou les valeurs d'un père typographe, à la *Dépêche du Midi*, puis en entreprise, qu'il voit *«se faire humilié par un petit patron»*, mais qui, coco encarté CGT du livre, mène des *«combats pragmatiques»*, guidés par un désir de justice. Et entraîne même un jour de 1988 son ado, qui flirtera avec la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) à un meeting de François Mitterrand. *«Je le revois dans son pardessus croisé, couleur camel, fendant la foule des militants, seul dans l'allée principale. Puis sur l'estrade: deux heures de discours sans la moindre note, entrecoupé de silences soupesés, avec des attaques ciblées, des citations de Ronsard, de Baudelaire, de Gary... Tant qu'à être trahi, autant que ce soit avec panache»*, ironise celui qui, une quarantaine d'années plus tard, conchie ces Verts *«qui ne parlent plus d'écologie»* et s'en tient à un vote blanc. Ou d'opposition, quand la menace se fait sentir.

*«Mais, ajoute l'homme épris de littérature yiddish et de longues marches dans la forêt, par ailleurs auteur d'une courte biographie de l'ex-collabo, René Bousquet, je n'ai jamais été dans la revanche sociale, ni n'ai eu de comptes à régler.»* Ce qu'il traduit aussi d'un mot hébreu : *«tsimtsoum»*. A interpréter comme un éloge de *«la puissance dans le retrait»*. ➤

Par **GILLES RENAULT**  
Photo **DORIAN PROST**